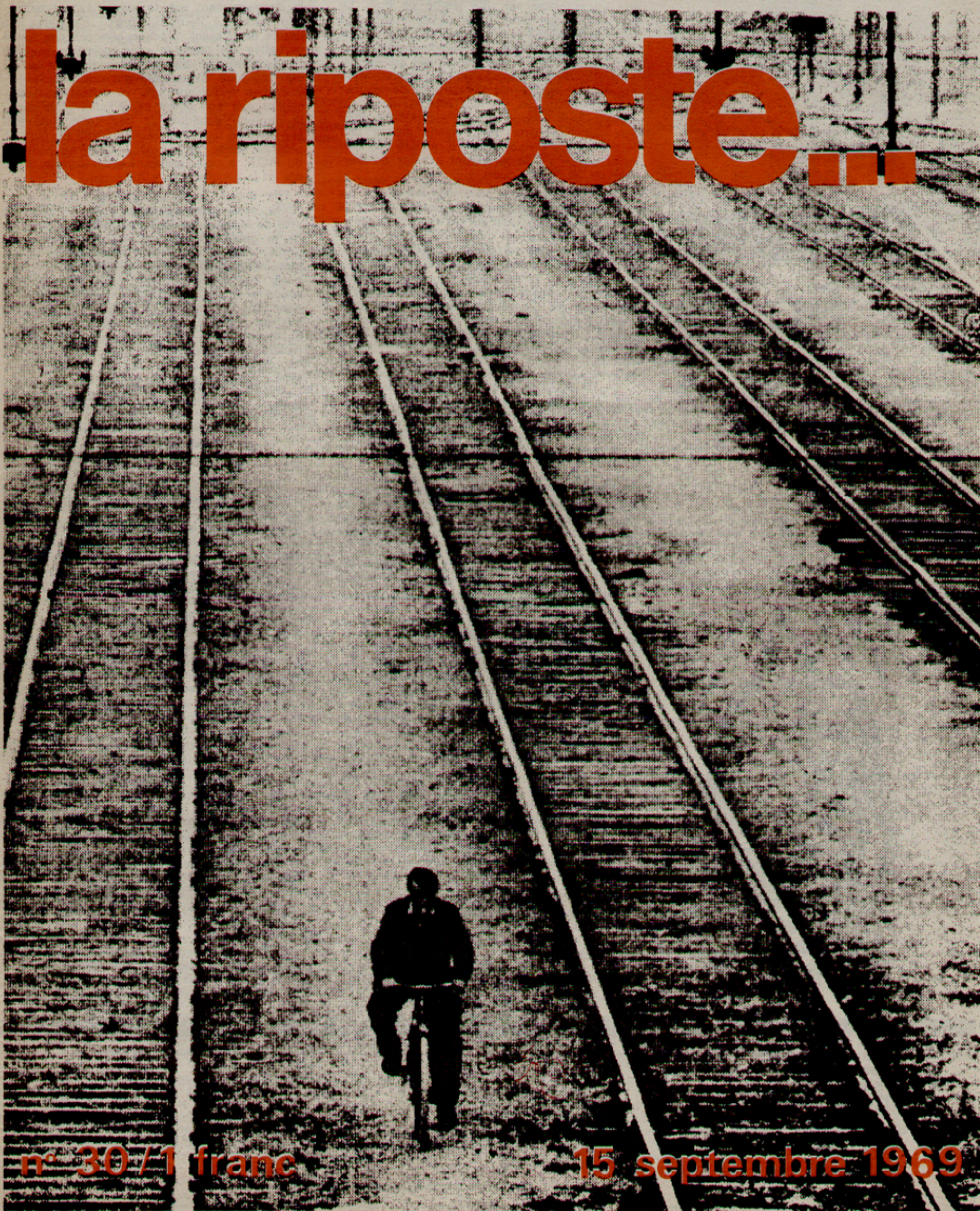


rouge

journal d'action communiste

hebdomadaire

la riposte...



n° 30 / 1 franc

15 septembre 1969

fin de règne fin de fête



LE REGIME EN FAILLITE

Ils ont dévalué. Sournisement et cyniquement. Ils ont expliqué la chose au tableau noir. En illusionnistes, non en pédagogues : « il le fallait ; dans l'intérêt national... » bien sûr. De Gaulle limogé, la pègre bureaucratique et administrative qu'il avait nourrie, rassemblée et drapée de dignité aristocratique et militaire, apparaît crûment pour ce qu'elle est : une clique de requins, de malfrats et de forbans ; un ramassis d'aventuriers endimanchés et de chefs de bande, même si les bandes sont celles de la banque et de la grosse industrie.

Ils ont dévalué, soit. Ils prétendent que le remède était nécessaire, après avoir dit que jamais ils ne l'appliqueraient. A moins que ce soit un emplâtre sur une jambe de bois. Le scepticisme est général. La presse bourgeoise spécialisée aligne les chiffres d'un ton dubitatif. Jeanneney désavoue. Beaucoup plus pratiquement, avec le sens des réalités qui les caractérise, les spéculateurs ne sont pas convaincus de la réussite ; ils se gardent de toucher la prime de 12,5 % qui leur est gracieusement offerte. Dans l'espoir qu'une seconde dévaluation, dont on parle déjà, vienne grossir leur bénéfice. Les consommateurs, malgré les mesures sur le crédit, préfèrent acheter qu'épargner un franc mal guéri.

Pour tout le monde la chose est claire. La seule véritable condition de réussite, c'est la soumission du prolétariat. Qu'il serre la ceinture et retrousse les manches ; et au labeur. Les salaires sont verrouillés. L'autorité budgétaire signifiera le blocage des salaires du secteur public, le tarissement des crédits d'équipement (où sont les autoroutes et les hôpitaux électoraux de Pompidou) l'augmentation des impôts indirects, des tarifs publics. Avec quelques sucettes de deux sous pour faire passer la pilule.

FEU LE GAULLISME

Devant les difficultés de la situation, l'unité du camp au pouvoir se lézarde. De gauche ou de droite, social ou national, le gaullisme intégriste des fidèles, condamne « la pire des absurdités » et vomit la félonie pompidolienne. A la commission des finances, le débat à mots couverts prend le ton d'un vulgaire règlement de comptes. Giscard harcelé par Vallon, gaulliste de gauche, menace de faire le procès de la gestion gaulliste depuis mai 68. Couve est visé et derrière lui, dieu le père en personne.

Cette dispersion de la majorité qui menace de tourner au sauve qui peut, est la conséquence logique de l'échec d'une politique, de la fin du gaullisme. Adieu veaux, vaches... Adieu l'Europe indépendante sous la roulette française. L'Europe à l'épreuve de la récession qui s'annonce risque de se dissoudre ou d'éclater. Quant au sceptre gaulliste, il est redevenu le hochet ridicule d'une bourgeoisie sénile et prétentieuse. Endettée auprès du F.M.I. et des U.S.A., la bourgeoisie française est rentrée dans le rang du capitalisme international, le couteau financier sous la gorge. L'idylle avec Nixon n'est qu'un vulgaire mariage de raison. « Banlieue de la Ruhr au 51^e état U.S. », déjà soumise au contrôle des experts du Fond monétaire international, la France n'est plus conforme à l'image gaulliste. La désagrégation politique de la majorité doit en résulter... à moins que la peur du pire lui serve de fragile ciment.

LE PROLETARIAT SUR LA BRECHE

Car le règlement de comptes se fait le dos au mur. La classe ouvrière n'est pas à la niche.

Cinq cents grèves sauvages ou bouchons au deuxième trimestre selon la C.G.T. métaux, un été de grève marqué par la lutte opiniâtre des métallurgistes d'Hagondange ; Une rentrée sur les chapeaux de roues où les conducteurs de la S.N.C.F. et les travailleurs de la C.I.T. ouvrent les hostilités à la grande panique des ministères. Devant cette colère qui monte, la C.G.T. semble perplexe. Séguy, à l'annonce de la dévaluation déclarait « craindre » une explosion sociale. On se demande si c'est au propre ou au figuré. Il s'empresse de décréter que la « dévaluation appelle la négociation ».

Le gouvernement n'est pas contre. Faire trainer les choses autour du tapis vert. Tenir la classe ouvrière en haleine en lui faisant miroiter quelque nouveau Tilsitt n'est pas pour lui déplaire. Certes il y aura des luttes partielles, par branches, par catégories pour « appuyer » ces négociations, mais l'essentiel pour le gouvernement est de temporiser et de gagner du temps. Pour lui le temps, c'est plus que jamais de l'argent. Frachon annonce ces luttes partielles de pression pour préparer la lutte d'ensemble. Ça paraît raisonnable. Mais en fait une lutte d'ensemble est une lutte politique. Les travailleurs n'y cherchent pas seulement des conquêtes immédiates mais aussi la garantie politique de ces conquêtes. Mai leur sert de leçon. Le régime paraît de plus en plus en faillite. Quelle est la réponse politique du P.C.F. à cette faillite. La démocratie avancée et la gauche unie ? Avec qui ?

Les débris de la gauche ne sont pas recollés, ses partis n'inspirent pas confiance. La voie de la lutte des classes c'est celle du refus de la gestion capitaliste selon le critère du profit ; celle du refus des licenciements et déplacements arbitraires de main-d'œuvre consécutifs aux concentrations ; celle de la mobilisation pour l'augmentation immédiate et égale pour tous les salaires, pour le retour immédiat aux quarante heures sans diminution de salaire ni augmentation de cadences, pour l'échelle mobile des salaires. Sur ces objectifs, il faut impulser la création de comités de lutte inter-syndicaux, s'organiser, tisser fin le réseau pour briser l'isolement et le cloisonnement des luttes.

LA FIN D'UNE EPOQUE

Ces tâches d'organisation des travailleurs d'avant-garde sont aujourd'hui au premier plan car la crise qui vient n'est pas une crise banale et passagère. C'en est bien fini de la période d'expansion et de prospérité relative du capitalisme, consécutive à la seconde guerre mondiale. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, la récession s'annonce simultanément dans les divers pays capitalistes. Au point qu'elle éveille les plus sombres souvenirs chez les gérants du capital.

« Je ne suis pas pessimiste, déclarait au mois d'août, M. Ganther Diehl, secrétaire d'Etat à l'information de la République d'Allemagne de l'Ouest, mais l'évolution de la conjoncture dans tous les pays du monde est presque la même. Si nous constatons partout un fléchissement de la conjoncture l'année prochaine, nous aboutirons à une situation semblable à celle de 1929-1930, et cela donne le frisson à tout le monde. »

Il n'est pas non plus optimiste. D'autant plus que dans les épreuves qui s'annoncent, la bourgeoisie aura à faire à une classe ouvrière jeune, qui n'a pas été brisée dans les défaites et les capitulations stalinienne, et à laquelle Mai 68 et les grandes luttes italiennes ont servi d'apprentissage et de triomphe. Déjà les grèves sauvages se multiplient en Allemagne et en Angleterre, montrant que les travailleurs sont prêts à désavouer les bureaucrates syndicaux quand ceux-ci prétendent leur passer le licou.

Dès maintenant, il est certain que les affrontements qui s'annoncent auront un caractère continental sinon international. Pour la bourgeoisie, ça sent la fin de fête, la fin d'un règne.

Je désire prendre contact avec la **Ligue communiste** (Section Française de la IV^e Internationale).

— afin d'assurer une correspondance régulière...

— afin de participer à ses activités militantes.

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19^e

ho chi minh est mort

Ho Chi-Minh a vécu comme dirigeant effectif cinquante années de crises révolutionnaires et de lutte du prolétariat mondial pour le pouvoir. Pas un seul instant au cours de ces années, il ne s'est écarté de la barre de la révolution vietnamienne. Jamais il n'a quitté les avants postes du combat contre l'impérialisme.

Alors que la révolution dans le monde connaissait des reculs désastreux dans les années trente, sous les coups répétés des monstres hitlérien et stalinien, la révolution vietnamienne prenait son essor. Dans l'histoire du mouvement révolutionnaire dans le monde, Ho Chi-Minh, son équipe et la lutte vietnamienne sont des cas uniques.

Aucun parmi les dirigeants révolutionnaires montés au combat à l'époque de la plénitude de la révolution russe, avant la mort de Lénine, avant la liquidation du bolchévisme par les nouveaux dirigeants de l'Etat soviétique, aucun n'a connu une telle longévité dans la lutte, une telle constance jusqu'au dernier souffle. Et parmi les quelques dirigeants révolutionnaires qui sont devenus des chefs d'Etat, Ho Chi-Minh est l'un des très rares à n'avoir pas donné à son pouvoir des formes surnaturelles et obscurantistes absurdes.

Depuis sa fondation il y a maintenant quarante années, sous les différentes appellations qui furent siennes, le Parti Communiste Vietnamien, par la force des choses et celle de ces convictions révolutionnaires, n'a finalement connu que la stratégie de la lutte armée, de la guerre révolutionnaire pour la prise du pouvoir. Il n'y eut que cette solution qui fut retenue et développée en pratique quand les tentatives de compromis en 46 avec l'impérialisme français, en 54 à nouveau avec le même, doublé des Américains, se révélèrent intenables, bien que Soviétiques et Chinois aient fait à l'époque leur « possible » pour leurs réalisations.

L'évaluation du rôle décisif d'Ho Chi-Minh dans toute l'histoire du P.C. vietnamien reste à faire. Mais nous pouvons néanmoins mettre en valeur à quel point il a évité à ce parti les dénaturations invraisemblables que d'autres ont connu.

Tous les grands partis de l'Internationale Communiste ont été brisés dans le cours de leur action, leurs directions éliminées parfois physiquement. Il s'agissait des purges staliniennes, de la répression impérialiste, souvent des deux. Le Parti Communiste Vietnamien a ceci d'extraordinaire et d'unique, qu'après avoir senti en 45-46 les trahisons de Moscou et de celui qui aurait dû être son allié principal : le Parti Communiste Français, après avoir connu la clandestinité et les persécutions coloniales, il a conservé un même noyau d'individus, une même direction tout au long des trente années.

Ho Chi-Minh a été l'axe de la stabilité et de cette continuité du Parti Communiste Vietnamien. C'est pour le moins rare, quand on connaît les tempêtes traversées et qu'au cours d'événements graves presque toutes les directions éclatèrent dans l'Internationale Communiste devenue stalinienne. De nouveaux dirigeants révolutionnaires, comme Giap, comme Le Duan sont apparus sous la direction d'Ho Chi-Minh. Ce ne fut pas le cas des Staline et autre Maro qui stérilisèrent totalement leur organisation.

La raison de tout cela est que la lutte ne s'est pas arrêtée un seul instant au Vietnam depuis ces trente années passées. Les dirigeants qui ont survécu à une telle épreuve sont évidemment d'une trempe particulière. Au Vietnam, la révolution est devenue une réalité quotidienne.

Qui à ce jour peut en dire autant des restes poussiéreux et faillis de la III^e Internationale ? Qu'en pense Mao, le dernier de cette génération de dirigeants, homme d'Etat, dans sa tour d'empereur déifié ? Dans le concert mondial des bonapartes-bureaucrates des soi-disants Etats socialistes, des bonapartes-militaires d'un tiers-monde en ébullition, l'exemple d'Ho Chi-Minh homme d'Etat restera apprécié.

Tout ne fut pas de cette veine limpide et exemplaire au cours de la période de l'histoire de la révolution vietnamienne qui fut dominée par Ho Chi-Minh. La courte période de pleins

pouvoirs d'Ho Chi-Minh, du premier gouvernement de la République Démocratique du Vietnam, d'août 1945 à décembre 1948 est placée sous le signe inévitable de la pleine puissance de Staline sur l'Internationale Communiste. Homme parmi les hommes, pris dans les déraillements politiques et mentaux de la direction stalinienne de Moscou, Ho Chi-Minh a payé d'un tribut excessivement lourd et surtout inutile son rattachement au camp stalinien. La nouvelle génération révolutionnaire qui est motivée et nommée par l'exemple vietnamien actuel doit connaître les aberrations staliniennes au Vietnam.

Photo Life.



Notre mouvement, la IV^e Internationale a eu ses dirigeants vietnamiens assassinés par des hommes de main du Parti Communiste Vietnamien durant cette période du premier gouvernement Ho Chi-Minh. Ta Thu Than et Tran Van Trach, principaux dirigeants de la Ligue Communiste Indochinoise étaient aussi les dirigeants des soulèvements révolutionnaires dans la partie sud du Vietnam, à Saïgon et dans les banlieues populaires de la capitale. Le Nord du Vietnam, le Tonkin a toujours été la zone d'influence principale du Parti Communiste Vietnamien depuis Hanoï. A Yalta en 1945, Staline avait accepté et qui sait, peut-être même proposé la division du Vietnam en deux parties, le nord pour Tchang Kai Chek et le sud pour les Anglais. Malgré cela, Ho Chi-Minh prit le pouvoir au nord, ce qui n'était que justice, et les militants trotskystes de la IV^e Internationale engageaient le combat révolutionnaire au sud quand l'impérialisme britannique débarquait ses troupes sur les talons des Japonais en déroute.

Sans aucun doute, l'ordre de « liquider les trotskystes » fut donné par Moscou, qui ne pouvait accepter de voir échapper à son contrôle une partie des forces révolutionnaires qui s'opposaient consciemment à sa politique. La position d'Ho Chi-Minh, pris entre Moscou, Tchang Kai Chek et les impérialistes l'oblige-t-il pour obtenir l'aide et l'accord de Moscou à donner des garanties en faisant disparaître les militants et les dirigeants trotskystes ? L'ordre sinistre passa-t-il par dessus sa tête sans qu'il le sut et put l'éviter ? Rien n'est éclairci à ce sujet. Lors de sa venue à Paris pendant l'été 1946 pour assister à la Conférence de Fontainebleau pour parvenir à un accord de compromis avec l'impérialisme français, qui n'eut pas lieu finalement, Ho Chi-Minh fut questionner sur les circonstances et les responsabilités de l'assassinat de Ta Thu Than. Aux représentants de la IV^e Internationale qui s'entretenaient avec lui, il répondit que : « Ta Thu Than avait été un révolutionnaire irréprochable » (1). Ho était placé pour le savoir et l'affirmer, car durant plusieurs années avant la seconde guerre mondiale, les militants du Parti Communiste Vietnamien et ceux de la IV^e Internationale avaient œuvré en commun autour d'un journal intitulé « La Lutte ».

Aujourd'hui, au Musée de la Révolution à Hanoï, Ta Thu Than a sa place, mais sa vie s'arrête en 1939, sans plus d'explication. Nous sommes en droit d'attendre un jour proche où la réhabilitation du rôle et de la personnalité de Ta Thu Than et de ses camarades sera complète et définitive.

Cette période, au sortir de la seconde guerre mondiale, restera la période noire de la révolution vietnamienne. La réforme agraire que la paysannerie avait enclenchée d'elle-même fut bloquée. Le Parti Communiste fut dissous par sa propre direction, pour « prouver que les communistes en tant que militants d'avant-garde de la race sont toujours susceptibles des

plus grands sacrifices pour la libération nationale, disposés à placer les intérêts de la Patrie au-dessus de ceux de classe, à sacrifier les intérêts de leur Parti pour servir ceux de la race » (2).

Ho Chi-Minh, isolé du monde et des soutiens politiques et matériels qui ne venaient pas (Thorez vice-président du Conseil, de Gaulle étant le président effectif, votait les crédits de guerre pour envoyer le corps expéditionnaire en Indochine), courbait la tête sous les coups successifs de Tchang Kai Chek, puis des impérialistes français. Mis en faillite, le gouvernement Ho Chi-Minh disparut, mais ressurgit sept années plus tard, fort de la victoire de Dien Bien Phu, coup de tonnerre le plus puissant, le plus prestigieux de la révolution anticoloniale.

Nous avons maintes fois écrit et répété l'importance capitale de la révolution vietnamienne et de la lutte pour sa défense. Sa situation en fait aujourd'hui la clef de voûte de la situation mondiale. Elle porte une responsabilité démesurée à l'égard de l'histoire du mouvement ouvrier passée et future. Son rayonnement a donné à ses dirigeants, et surtout à Ho Chi-Minh un éclairage maximum. Nous devons à l'oncle Ho, à son équipe, à la voie qu'ils ont tracé, la possibilité d'exister et d'agir, comme tous les courants révolutionnaires qui ont surgi au cours des toutes dernières années.

L'avenir de la direction qui succède à Ho Chi-Minh est fait de combats. Elle y est préparée depuis très longtemps et saura y faire front comme elle le sut jusqu'à maintenant. Elle s'est constituée dans une situation de guerre révolutionnaire permanente.

Les spéculations des Américains-fantoches et autres écrivassiers bourgeois sur les luttes fractionnelles en son sein cachent leur dépit face à un avenir de plus en plus sombre pour eux au Vietnam. La nature de la direction léguée par Ho Chi-Minh est d'une trempe particulière. Ho Chi-Minh n'a pas mis en place un appareil à la Mao, et il en est ainsi depuis très longtemps. Pour preuve, cette déclaration surprenante de Giap faite avant les accords du 6 mars 1946 entre Sainteny et Ho Chi-Minh : « Le président a l'adhésion complète des compatriotes, mais si demain, il négociait sur d'autres bases que celles de l'indépendance, il serait immédiatement renversé » (3). Le monolithisme ne semble pas être le fait de la direction vietnamienne, elle fut trop modelée en permanence dans le monde de la guerre révolutionnaire. Aucun de ses membres n'a été liquidé quand bien même il commit des erreurs, comme Truong Chinh en 57-58, lors des échecs de la réforme agraire. Il n'y eut pas de procès, de limogeage tout au long de ces quinze années passées qui ont vu Ho Chi-Minh à la tête de l'Etat vietnamien. C'est un cas unique dans l'après-guerre, au sein du camp socialiste.

Photo Dalmas.



Un authentique dirigeant révolutionnaire est mort. Humble parmi son peuple, il s'est identifié à lui absolument. C'est là qu'il a puisé la force qui fait de lui un des personnages centraux de l'épopée révolutionnaire des masses colonisées en lutte pour leur libération, pour le socialisme, aux quatre coins du monde.

VERJAT.

La Ligue Communiste (section française de la IV^e Internationale) s'associe au deuil du peuple vietnamien qui vient de perdre celui qui incarnait pour les nouvelles générations révolutionnaires le symbole de la lutte armée contre l'impérialisme. En continuant à mettre en échec l'impérialisme américain, la révolution vietnamienne démontre toujours à tous les exploités qu'il est possible de refuser les politiques de capitulation, qu'il est possible de vaincre.

C'est devant un tel exemple que se développent aujourd'hui, partout dans le monde, de nouvelles avant-gardes révolutionnaires qui ont repris le flambeau de l'internationalisme prolétarien et qui font leur le cri de guerre de Che Guevara « créer deux ou trois Vietnams » pour disperser les forces de l'impérialisme.

La Ligue Communiste s'engage à intensifier le combat qu'elle mène en France pour la victoire de la révolution vietnamienne.

LE BUREAU POLITIQUE DE LA LIGUE COMMUNISTE.

(1) Revue Quatrième Internationale. Août-Septembre 1946, p. 65.

(2) Ph. Devillers : « Histoire du Vietnam », 1940, 1952, p. 195. - Paris 1952. (Extrait du communiqué du Comité Exécutif du P.C.V. annonçant sa dissolution.

(3) Discours de Giap à Hue, 4 février 1946, cité par Ph. Devillers (« Histoire du Vietnam », p. 232).

« Le problème de la paix sociale tend de plus en plus à se poser en termes nouveaux. Certains conflits français ou étrangers... je pense en particulier à la grève de Fiat... le démontrent. Nos sociétés hautement mécanisées deviennent de plus en plus vulnérables, et une immense usine peut être bloquée par l'arrêt d'un petit atelier.

« La généralisation de l'automatisation et de l'informatique va accroître cette vulnérabilité. Le déclenchement anarchique de grèves catégorielles peut, dès lors, entraîner des perturbations considérables.

« Une fraction de la jeunesse peut trouver dans ces formes d'actions « sauvages » un moyen d'expression de sa protestation contre la société. Pour enrayer le développement de ces nouveaux types de conflits, dont toute la population aurait à souffrir, il faut une politique de progrès qui évite à la masse des salariés d'être rejetée du côté des minoritaires révolutionnaires, et il faut un syndicalisme fort, responsable et écouté. »

Déclaration de J. Fontanet, ministre du Travail, in « le Monde » du 10 septembre.

à propos des « grèves- bouchons » et de la solidarité ouvrière

On a parlé de « grève-bouchon » pour la première fois, à l'occasion de la grève de Renault (usine du Mans), où 300 ouvriers avaient « risqué » de bloquer l'ensemble de la production d'une chaîne de voitures, en interrompant la fabrication des ponts arrière. On en a parlé, au même moment, à l'occasion du blocage des chaînes, à Peugeot ; puis l'idée s'est étendue et généralisée ; en Lorraine, pendant la grève de la Sollac, les travailleurs discutaient de la valeur et de l'efficacité de ces formes de lutte ; depuis la théorie et la pratique de la grève-bouchon se sont emparées des masses. (Grèves pendant le mois d'août, à Hagondange, par exemple ; grève de la Fiat en Italie, grèves en Angleterre).

On peut définir une « grève-bouchon » comme une action, menée par un petit nombre d'ouvriers, réduite à un seul atelier par exemple, mais dont les conséquences signifient le blocage de la production à l'aval. Toute grève est plus ou moins « bouchon » dans ce sens ; toute grève a pour conséquence ce « blocage » : c'est son but, c'est pour cela que la grève est l'arme des travailleurs ; leur seule possibilité d'intervention directe sur le processus de production, lorsqu'on n'est pas en période de crise révolutionnaire.

La différence entre une « grève-bouchon » et une grève « ordinaire » n'est donc pas là essentiellement ; elle est dans le caractère du mouvement plutôt que dans sa fonction.

Ce caractère particulier peut-être défini par rapport à la discussion, ou plutôt à la polémique, qui a opposé à plusieurs reprises, sur ce sujet, les sections C.G.T. et C.F.D.T. de l'entreprise où le problème se posait : la question essentielle est celle de la solidarité ouvrière. Les responsables syndicaux, et en particulier ceux de la C.G.T. s'opposaient aux « grèves-bouchons » pour les raisons suivantes : cette forme de lutte, selon eux, dressait les uns contre

les autres, les différentes catégories de travailleurs, et avaient pour effet désastreux de rompre cette solidarité ouvrière qui est nécessaire à la victoire dans les luttes de classe. (Ce qu'ils ne disaient pas, c'est que dans certaines conditions, l'équipe qui déclenche la « grève-bouchon » peut prendre par rapport à l'ensemble de l'usine, et plus largement, le caractère d'une avant-garde, qui devient ensuite l'objet de tous les regards des travailleurs ; une autre direction de la grève en somme, faisant concurrence aux directions syndicales). Pour ces « théoriciens », il n'y a de grève que de l'ensemble de l'usine ; il faut attendre que l'ensemble des ateliers soit déterminé à débrayer, pour que l'on appelle à la grève. Vu la multiplicité des postes, les différences entre les services, entretenus soigneusement par les patrons, la grève se faisait rare — et routinière — une célébration.

En fait, la « grève-bouchon » répond très exactement à cette tactique de division, qui a toujours été celle du patronat : pour utiliser une image sommaire, quand une armée est éparpillée par l'adversaire, elle ne doit pas attendre de s'être reformée sur un terrain que l'ennemi occupe toujours pour passer à l'attaque ; elle doit, pour se regrouper même, passer à l'offensive en ordre dispersé, pour casser le « quadrillage ».

La bourgeoisie a toujours recours à sa conception policière de l'histoire pour tout expliquer ; les « grèves-bouchons » sont l'œuvre des gauchistes... le travail du spectre de la révolution. (cf. la déclaration de Jeanneney). En fait, c'est la réponse immédiate des travailleurs à une situation qui passe la mesure : ici comme ailleurs, le capitalisme creuse sa propre tombe, et suscite ses fossoyeurs. Aucun « gauchiste » à la caisse d'allocation familiale de la rue Viala ; simplement des guichetières surmenées, auxquelles on impose une cadence impossible.

Là où se déclenche la « grève-bouchon », là est le maillon le plus faible ; mais c'est le maillon qui représente les intérêts de tous les travailleurs de l'entreprise. Si, par miracle, les guichetières avaient « tenu » le service suivant totalement embouteillé, n'aurait peut-être pas pu « suivre la cadence » et... aurait ouvert la lutte...

Ainsi, l'argument selon lequel la « grève-bouchon » divise les travailleurs ne peut pas être admis ; la minorité qui entame l'action joue en quelque sorte le rôle du piquet de grève. Elle affirme, face au patronat, la combativité de la classe, et non de quelques individus seulement. On sait que les « jaunes » qui protestent contre les piquets ne protestent pas contre les augmentations, et l'amélioration des conditions de travail qui ont été obtenues par la lutte. C'est le patronat qui divise la classe ouvrière, pas ceux qui entrent en lutte parce qu'ils sont à bout.

S'il n'y a, quant au fond, aucune raison de condamner les « grèves-bouchons » en elles-mêmes, il est vrai qu'elles peuvent présenter beaucoup de dangers. Il est vrai que, dans certaines circonstances, on peut imaginer qu'elles dressent les travailleurs les uns contre les autres, si, par exemple, aucune propagande n'est faite dans l'usine pour expliquer quelles étaient exactement les conditions de travail des ouvriers qui se sont mis en grève, et pour organiser la solidarité. Solidarité financière, mais aussi solidarité militante, en débrayant avant le lock-out, comme cela s'est fait en Lorraine.

En général, cette propagande trouve parmi les travailleurs un écho très favorable ; non parce qu'il y aurait une « solidarité ouvrière » existant auparavant, mais parce que, en général, quand un atelier, ou un secteur particulier entre en lutte, c'est que, dans l'ensemble de l'usine ou de la branche, les conditions sont telles que la grève se déclenche ici ou là, suivant un accident, ou la remarque d'un contremaître, un « incident » relativement bénin.

L'opposition des directions syndicales aux grèves-bouchons traduit la même conception policière de l'histoire qui est celle de la bourgeoisie ; pour la direction de la C.G.T. aussi, ce sont des « gauchistes », en tous cas des « éléments incontrôlés » partant « douteux » qui sont à l'origine de ces mouvements, de fait, ce ne sont que des travailleurs qui ont, face à la « goutte d'eau qui fait déborder le vase », l'attitude qui doit être celle de tout ouvrier conscient.

Non, le rôle des syndicats ne doit jamais être celui d'étouffer la grève, même quand l'action démarre dans les pires conditions. Il faut au contraire apporter le soutien des travailleurs organisés à ceux qui sont déjà en lutte. L'argument qui invoque la solidarité ouvrière, n'est pour les dirigeants syndicaux qu'un alibi, pour cacher le fait brut ; tout mouvement qui s'esquisse indépendamment d'eux est suspect « a priori ».

Dans la mesure de leurs moyens, c'est aux militants révolutionnaires qu'il revient de faire ce travail de décloisonnement, de propagande, qui doit briser l'isolement de ceux qui ont eu le courage d'entrer les premiers dans la lutte ; aussi bien à l'intérieur des syndicats que de l'extérieur des entreprises, il doivent montrer, que c'est ainsi que se construit la solidarité ouvrière : pas en laissant circuler des pétitions dans tous les bureaux jusqu'à ce que, des dessinateurs, aux balayeurs et aux cadres moyens, tout le monde soit d'accord pour la grève.

BUZARD.

le labour et les trade-unions

Le cent-unième congrès des Trade-unions s'est terminé dans la confusion politique. Le congrès a voté la traditionnelle motion affirmant le soutien des syndicalistes au Labour et Wilson a été applaudi. Cependant, sur l'essentiel, la politique gouvernementale a été critiquée, voire même condamnée. La politique des revenus a été désavouée, le congrès est allé plus loin que jamais dans l'hostilité aux projets de contrats collectifs. Sur beaucoup de points, le congrès a voté avec la « gauche » (Fédération des Industries mécaniques, Fédération des Transports).

La partie n'apparaît pas du tout gagnée pour Wilson qui considère l'intégration syndicale, partant l'interdiction des « grèves sauvages » par les appareils syndicaux eux-mêmes, comme « un élément fondamental, nécessaire au redressement économique du pays ». Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille, et exercent une telle pression sur les dirigeants des Trade-Unions que ceux-ci ont été obligés de déclarer, par leur porte-parole à la Chambre, qu'ils préféraient l'unité des syndicats et du Labour à l'interdiction des grèves sauvages.

Wilson ne peut pas se passer des syndicats. La bourgeoisie lui reproche amèrement par la voix du Times, son manque d'influence sur la classe ouvrière. Le journal déplore le manque d'autorité de Wilson sur les Trade-Unions et prévoit la chute du cabinet : « Au moment où la crise approche de son sommet, il est difficile de pardonner au gouvernement britannique d'avoir perdu si complètement le contrôle des événements et il est difficile de croire que ce gouvernement pourra reprendre ce contrôle ».

La situation est sans issue. Il est très difficile de croire qu'elle pourra durer des mois encore. Tout l'édifice ne repose plus que sur une fiction : le traditionnel attachement des Trade-Unions au Labour. Mais si cet attachement se perpétue, la classe ouvrière anglaise s'organisera pour lutter en dehors des Trade-Unions (c'est la signification-même de la multiplication des grèves « sauvages ») (1). Cette désertion ne peut en aucun cas être acceptée par les dirigeants syndicaux ; s'ils perdent leur emprise sur les travailleurs, ils seront balayés avec Wilson ; s'ils veulent la garder, il faut qu'ils passent dans l'opposition.

Mais amener les conservateurs au pouvoir ne représente pas une solution pour la bourgeoisie ; si Wilson lui-même n'arrive pas à mater la classe ouvrière, personne d'autre ne le fera. Le « Times » grince des dents et menace : « Il est difficile de croire que le gouvernement pourra reprendre le contrôle » mais il se garde bien, tout comme la bourgeoisie dans son ensemble, de hâter la chute du cabinet ; une fois dans l'opposition les Trade-Unions redoreraient leur blason, et il deviendrait rapidement impossible de gouverner sans eux.

Tous les jeux de bascules ne prévaudront pas contre la logique ; il n'y a pas de gouvernement possible en Angleterre sans au moins que la neutralité des Trade-Unions lui soit acquise ; mais d'autre part, la poussée des revendications ouvrières fait que les syndicats, s'ils veulent maintenir ne serait-ce que la fiction de la représentativité, ne pourront plus longtemps se réfugier dans la neutralité bienveillante.

C'est la classe ouvrière qui tient les clefs de la situation ; ce sont les « grèves sauvages » qui sont au cœur du problème. Pour maintenir la livre à flot, Wilson doit emprunter au F.M.I., et le F.M.I. exige pour poursuivre ses prêts, que l'inflation soit absolument jugulée, ce qui implique la mise au pas des travailleurs.

Comme le signalait le N° 26 de « Rouge » « ça bouge aussi en Angleterre », le prolétariat anglais, que d'aucuns croyaient complètement asphyxié, annihilé par les retombées de l'impérialisme, secoue sa carapace bureaucratique. Il n'en faut pas plus pour que tout système de gouvernement, avec ou sans les Trade-Unions, apparaisse comme inviable.

On sait qu'il y a des situations inviables qui durent longtemps, quand aucune force n'apparaît pour porter en terre les cadavres politiques qui se maintiennent au pouvoir ; c'est l'élément qui manque aujourd'hui mais au cours de la crise qui vient, les choses vont se clarifier ; si les travaillistes restent au pouvoir, épaulés par la tête des Trade-Unions, le mouvement ouvrier se structurera autrement, rompant avec les illusions de la collaboration de classe ; si les conservateurs l'emportent, comme c'est probable, ils ne pourront gouverner qu'en passant à l'offensive, en faisant respecter par la force cette fois, les clauses anti-grève. La distinction se fera alors facilement, dans les syndicats, entre ceux qui résisteront à l'offensive de classe, et ceux qui brigueront un poste dans le cabinet suivant... L'avant-garde en sera renforcée.

(1) C'est aussi la signification qu'a eu, cet été, la grève marathon de Port-Talbot, où les syndicats furent mis à l'épreuve. Pour éviter la promulgation des lois anti-grève de Wilson, ils auraient affirmé être capable de tenir en laisse la classe ouvrière : les dockers de Port-Talbot ont rompu la laisse et fait courir les bureaucrates...

la révolution permanente dogme ou réalité ?

réponse à
lutte ouvrière
(n° 52)

Un numéro spécial de « Lutte Ouvrière » est paru avant les vacances. Il n'est pas de notre intention, dans les colonnes de « Rouge », de polémiquer avec la dernière énergie contre tous les journaux d'extrême gauche ; nous pensons même que les révolutionnaires ont bien mieux à faire que cela, vu les tâches qui les attendent dès maintenant. Mais ce numéro offre une occasion sans précédent tant il constitue une caricature des thèmes pourtant bien connus de ces camarades.

En particulier y figurent trois photos qui résument, avec une légende, la conception de « Lutte Ouvrière ». Mao Tsé toung, Ho Chi Minh et Castro, symboles de la « petite bourgeoisie radicalisée » sont proposés à la réflexion désabusée des lecteurs.

Sans entamer le débat comme des professeurs rouges dans une Académie Marxiste-Léniniste, l'ampleur des divergences qui se trouvent derrière ces absurdités politiques est suffisamment importante pour qu'on en élucide le fond.

LA « VOIE NON CAPITALISTE » EST REHABILITEE

Expliquer — comme le faisait aussi un autre numéro de « Lutte Ouvrière » — que Che Guevara est un symbole typique (1) (1) de la petite bourgeoisie, c'est dire deux choses :

D'abord que la petite bourgeoisie, en tant que classe, peut conquérir le pouvoir pour elle-même dans un pays sous-développé et établir un régime qui serve d'abord ses intérêts de bourgeoisie nationale.

Ensuite que ces régimes peuvent s'opposer résolument à l'impérialisme (2), en n'étant ni des Etats ouvriers, ni des Etats inféodés à l'impérialisme.

Finalement cette « petite bourgeoisie radicalisée » décrite par L. O. n'est rien d'autre que la « vole non capitaliste » décrite par les staliniens pour justifier leur politique de collaboration. L. O. s'en sert pour le but inverse mais le fond est le même : la Chine, le Vietnam et Cuba sont pour Lutte Ouvrière des « Etats bourgeois anti-impérialistes ».

Ainsi L. O. est non seulement en contradiction formelle avec ce qu'ont pu écrire les classiques du marxisme sur l'impérialisme et la révolution permanente, mais encore avec le stade de maturation politique où est parvenu l'Etat ouvrier cubain lors qu'il proposait ses thèses à la conférence de l'OLAS.

LA CRISE DU STALINISME EST ESCAMOTEE

Car la seule position qui puisse permettre de comprendre cette poussée de la Révolution mondiale dans les pays sous-développés après la deuxième guerre mondiale, c'est bien la crise du stalinisme. Les révolutions chinoise, vietnamienne et cubaine ont en commun d'avoir vaincu malgré et contre le stalinisme et la collaboration de classes préconisée par le Kremlin.

Dans cette brèche ouverte par la décomposition mondiale du bloc stalinien se sont engouffrées des directions révolutionnaires éduquées à la rhétorique stalinienne mais sur le terrain une rupture absolue avec ses consignes si elles ne voulaient pas être englouties par le flot de la contre révolution.

Purs produits de cette contradiction entre ce qu'on leur ordonnait de faire et ce qu'elles devaient faire pour survivre, ces directions l'ont, à des degrés divers, compris.

Les écrits de Castro et surtout de Guevara sont limpides sur cette question (3), au point qu'ils en viennent à lutter ouvertement contre la stratégie stalinienne en attaquant les P.C. d'Amérique latine.

Les textes d'un Le Duan ne laissent aucun doute sur le caractère socialiste de la Révolution vietnamienne faite au Nord et en accomplissement au Sud.

Les ambiguïtés même de Mao Tsé toung sont le symbole de cette force extraordinaire du marxisme révolutionnaire qui se dégage dans le feu de l'action des schémas staliniens mystificateurs.

Certes ni Mao, ni Ho Chi Minh, ni Castro ne sont les Lénine de notre époque, mais sous le signe de leurs trois révolutions, une génération de militants s'est éduquée, en Europe comme ailleurs, à la lutte révolutionnaire.

Sous couvert d'orthodoxie faussement qualifiée de « trotskyste », « Lutte Ouvrière » révèle son isolement national. Rattachée par aucun des fils qui l'ont tirée du giron stalinien à la montée de la nouvelle génération révolutionnaire, elle est incapable de la faire profiter de ses leçons.

Isolée sur le promontoire de ce sectarisme théorique inguérissable (4) elle propose à tous de s'unir.

Mais 10 ans après la Révolution cubaine, 20 ans après la Révolution chinoise et l'année de la mort d'Ho Chi Minh, vouloir faire la révolution, c'est aussi savoir comprendre le patrimoine du mouvement révolutionnaire.

Nul doute que la révolution chinoise, la révolution cubaine, la révolution vietnamienne en fassent partie. Les camarades de « Lutte Ouvrière » s'uniront un jour autour de ces conceptions nous en sommes persuadés, tant leur valeur d'exemple est forte.

C. M.

(1) On aurait au moins compris qu'il soit typique (par comparaison à un autre représentant typique, lui, comme Poujade).

(2) Le mérite de Castro et de son équipe fut essentiellement d'avoir à chaque fois tenu tête à l'impérialisme américain sans céder, et en s'appuyant sur la population cubaine. « L.O. » p. 39.

(3) La révolution en Amérique latine sera socialiste ou ne sera pas, disent les thèses cubaines, à l'OLAS.

(4) Qui n'exclut pas l'opportunisme organisationnel.

l'imagerie de lutte ouvrière

(l. o. n° 52)

Photo Viollet



La deuxième guerre mondiale est terminée sans que nulle part le prolétariat n'accède au pouvoir politique comme après la première...



... et la petite bourgeoisie des pays sous-développés — n'ayant rien à craindre sur sa gauche... (A.F.P.)



... a fait irruption sur la scène politique... (A.F.P.)



... à l'échelle mondiale.

zéro de conduite

Gabrielle Russier s'est suicidée à Marseille le 1^{er} septembre. Gaz et barbituriques. Pourquoi ? C'est une histoire qui commence en mai 1968, dans un lycée sur lequel passe le vent de la révolution. Gabrielle Russier est professeur de lettres, Christian son élève. A vrai dire, pas un prof traditionnel : une gauchiste d'avant mai, même — surtout — dans son enseignement. Par suite, ses élèves ne sont pas des élèves comme les rêvent MM. Fouchet et Peyrefitte : de la graine de gauchiste, ou du déjà gauchiste. Christian, surtout. Zéro de conduite.

Mai : Gabrielle et Christian s'aiment. Après mai aussi. Le père de Christian était stalinien. Pour la famille française avec Jeannette Vermeersch. En mai comme d'autres, il s'est cru gauchiste. Après mai, il redevient père et professeur. Pas question que son fils vive avec son professeur ! Pas question de mariage même. Il faut que ça cesse. Différence d'âge.

Mais surtout : où va l'autorité de l'enseignement ? On admet encore à peu près qu'un professeur épouse une de ses élèves. En ricanant un peu, mais sans faire de scandale. Mais là, c'est quasiment de l'inceste, non ? Et ça viole tous les rapports d'autorité : soumission de l'élève au maître, de la femme au mari, des enfants au père. Et le scandale est contagieux : « Je ne pouvais pas perdre mon autorité devant mes deux autres enfants », dit le père. Après les menaces on passe aux actes. Car la loi punit ça, savez-vous ? Article 356 du Code Pénal : détournement de mineur. Détourné de quoi ? Des chaînes de la famille bourgeoise ? Du carcan de la répression sexuelle. Du respect inconditionnel de l'autorité établie ? Et mineur en quoi ? Est-ce que Christian n'avait pas donné suffisamment de preuves de maturité ? Et qui en juge, alors qu'à son âge on est depuis longtemps assez mûr pour être exploité et suer de la plus-value ?

Sur la requête du père bourgeois, intervient la justice bourgeoise. La loi dit : « La détention préventive est l'exception et la liberté provisoire la règle. » Qu'importe ? Il faut briser cette résistance, on la brisera : prison préventive aux Baumettes, 8 jours en décembre, régime, bien sûr, de droit commun. C'est fait pour mâter. Parfois ça rate. Alors on recommence : 2 mois en avril. En vain. L'autorité est bafouée.

Ensuite, la correctionnelle va laver l'outrage. A huis-clos. Parce que, sait-on jamais, le public pourrait réagir. Même le public habituel en ce genre d'affaires. Mais peut-être un autre public serait-il venu ?

On tranche à la sauvette. On condamne. Pas seulement Gabrielle Russier : dans une large mesure, ce sont les démons de mai 1968 qu'il s'agit d'exorciser en catimini. Un an avec sursis, 500 francs d'amende. Vous vous en tirez bien, c'est couvert par l'amnistie. La prochaine fois...

A certains, cela semble insuffisant. Le parquet fait appel à minima. Formule qui signifie qu'une fois la chose jugée, ça n'est pas terminé. On peut augmenter la condamnation.

Gabrielle Russier n'a pas attendu son nouveau jugement : elle a préféré juger avec quelque éclat la société qui la condamnait.

Acte individuel, mais dont nous dépasserons les limites dans l'action politique : combien de futurs militants sont nés du suicide ?

Combien des « suicides de protestation » de la révolution chinoise ?

L'ordre règne. Le « corps enseignant, unité retrouvée, se tait ». A Marseille, il y a toujours un lycée qui porte le nom de Thiers, fusilleur de la Commune ? Pour combien de temps ?

le complot international

Le tribunal de Madrid a accepté d'extraire Eduardo Cruzelo, militant anti-impérialiste et antifasciste, déserteur de l'armée coloniale portugaise. En tant que déserteur, il risque la peine de mort au Portugal.

Un autre militant portugais, Ignacio de Palma, évadé de la prison de la Pide (Portugal), dirigeant de la Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire (L.U.A.R.) a été également arrêté à Madrid et risque de subir le même sort...

La L.U.A.R. communique un autre cas : José Ramalho Ferreira, militant anti-fasciste a été arrêté à son hôtel à Paris, le 27 juillet par la police française.

Enfin le militant autrichien Tomi Schweitzer arrêté arbitrairement par la D.S.T. en plein boulevard Saint-Germain au mois de juillet, ou plutôt enlevé à la façon de Ben Barka, est toujours assigné à résidence en Corse sans savoir pourquoi...

La police essaie de faire le silence sur ces mesures de répression, les militants révolutionnaires doivent au contraire leur donner la plus grande publicité et s'efforcer de faire échec à l'internationalisme policier.

quand l'armée donne un métier

Après les flics, les C.R.S. et les barbouzes, ce sont les appelés du contingent de la 68 2-A et 68 2-B qui « vont aller à l'Université ». Sur décision du ministère des Armées, 1.000 soldats, titulaires du bac sont en train de quitter leur caserne et leur uniforme pour rejoindre leur faculté d'affectation. Leur mission est simple : il s'agit d'aider les employés civils chargés des inscriptions des étudiants. Le gouvernement souhaite ainsi accélérer les formalités. Pour les bidasses, ces nouvelles fonctions sont certainement plus attrayantes que les corvées, les gardes, les piquets d'incendie et autres activités enrichissantes que procurent les 16 mois de « service national » et on les comprend.

Cependant, on peut s'interroger sur les buts du gouvernement. S'il veut accélérer les inscriptions dans les Universités, pourquoi ne pas embaucher du personnel civil ? On nous répondra que c'est justement pour faire des économies, les soldats n'étant pas payés. Mais dès lors tout est permis, et nous, on aurait des tas d'idées à proposer au grand patronat : plutôt que de payer leurs ouvriers, il devrait demander à Monsieur Debré de leur envoyer de jeunes bidasses ; plus de salaires et des ouvriers soumis à la discipline des armées, quel rêve ! Certes, nous n'en sommes pas là, mais nul doute que le pouvoir sait qu'en cas de « mouvements » à la rentrée, il peut compter sur la discipline d'un millier d'employés dans les rectorats.

Quand on sait, depuis quelques jours, grâce aux articles publiés dans « Le Monde », comment le gouvernement envisage de transformer le service militaire en une vaste entreprise d'embrigadement de la jeunesse, on ne peut que s'inquiéter de cette première mesure d'apparence secondaire.

En tout cas, dès à présent, pour les étudiants révolutionnaires, ces 1.000 soldats dans les facs, c'est 1.000 contacts à prendre ; à moins qu'il ne s'agisse de 1.000 sélectionnés sur certains critères...

Le vendredi 1^{er} août, une grève de la faim de 24 heures s'est déclenchée à l'« ordinaire » du 46^e Régiment d'Infanterie stationné à Berlin. La grève a été déclenchée au déjeuner à cause de la dégradation constante de la qualité des repas. Le soir plus de la moitié des soldats du 46^e participaient à la grève, provoquant aussitôt l'intervention d'un commandant et du lieutenant-colonel.

Malgré la spontanéité compréhensible de la grève, il fallut des « meneurs » à la hiérarchie militaire : un soldat sanctionné de 30 jours d'arrêts de rigueur (ce qui rallonge de 15 jours le temps d'incorporation), et une autre de vingt jours. Les deux soldats arrêtés ont été interrogés sur leurs opinions politiques par la sécurité militaire (équivalent des R.G.).

L'intervention rapide de la hiérarchie témoigne de la peur d'un scandale qui aurait pu éclater hors des murs de la caserne tant en France qu'à Berlin... D'où la possibilité d'agir, et sans trop de frais,

la ligue

● Le comité central de la Ligue Communiste s'est réuni les 31 août et 1^{er} septembre. Il a entendu et discuté un rapport sur la rentrée politique (après la dévaluation, les secteurs d'interventions, la politique des syndicats et des partis ouvriers).

— Un rapport d'organisation et un bilan financier.

— Des rapports internationaux sur la Yougoslavie, la Finlande et le Moyen-Orient.

● Durant l'été, des camarades de la Ligue Communiste ont été mandatés pour faire des voyages et avoir des rencontres avec les organisations révolutionnaires :

En Finlande, en Yougoslavie, aux Indes, aux U.S.A., en Grande-Bretagne, au Moyen-Orient dans les Etats arabes et en Israël, en Algérie, dans l'ensemble des démocraties populaires.

Les résultats et le bilan de ces voyages seront publiés de façon régulière dans les prochains numéros de « Rouge ».

● Des stages régionaux et des stages de cadres de la Ligue Communiste ont eu lieu en juillet, août et septembre, en particulier dans les régions des Bouches-du-Rhône, du Languedoc-Roussillon, de Bretagne, Normandie, de la Loire, Rhône-Alpes, Alsace-Lorraine, Bordeaux, Alpes-Maritimes, Yonne. Plus quatre stages pour Paris.

Ces stages ont repris à leur programme les thèmes qui ont fait l'objet d'un stage central :

— Les Etats ouvriers (évolution réformes économiques, contradictions).

— La Chine, après la révolution culturelle.

— La stratégie ouvrière en Europe (stratégie de transition, contrôle ouvrier, évolution des partis communistes et de la social-démocratie, les syndicats et l'Etat).

— La révolution permanente à travers la révolution vietnamienne, cubaine, chinoise et arabe.

En outre les stages régionaux se sont attachés à l'étude de la structure économique et politique de leur région.

rocard tel quel...

Lors de sa conférence de presse sur la dévaluation, le 26 août, M. Rocard lorsqu'on lui demande si son parti est de gauche ou gauchiste, réclame le droit « à l'ambiguïté ». Voilà au moins quelqu'un qui a le courage d'annoncer à temps que sa veste est réversible. Quel que soit le destinataire de la petite annonce, il est prévenu.

Rocard ajoute : le droit à l'ambiguïté... « aussi longtemps que nous n'aurons pas gagné ». Et après ? Noske, Pilsudski, Tchiang kai Tchek appartiennent à la géologie de l'ambiguïté. Pas Lénine, ni Guevara.

Enfin Rocard s'inspire des traditions « social-démocrate, communiste et gauchiste ». Admirez les ressources de la pensée rocardienne : assez conservatrice pour ériger le gauchisme de tradition ; assez novatrice pour en faire un courant du mouvement ouvrier. Quand la pensée est une mosaïque, la politique a de fortes chances d'être une macédoine.

Quant à nous notre héritage est moins riche, nous nous contentons du marxisme révolutionnaire.

dernière minute : s.n.c.f. la seule riposte à l'austérité

Comme le dit pudiquement Debré aux assises U.D.R. d'Amboise, « la passe est difficile ». Tellement difficile que les désaccords sont mis en sourdine, qu'on reçoit Giscard avec une politesse forcée, qu'on entame l'air de l'unité et qu'on jure ses grands dieux de rester « un bon gaulliste ». Les cheminots sont les réels inspirateurs de cette réconciliation précaire. Le gouvernement redoutait bien une rentrée sociale agitée. Mais pas aussi tôt, pas aussi vite, pas aussi précipitée, que diable ! Le temps de se préparer quoi ! Les C.R.S. ne sont même pas tous descendus de leurs miradors et rentrés de leurs plages.

Le motif de la grève : les conditions de travail. A l'issue de Grenelle et des grèves surprises de février-mars 1969, le gouvernement a bien réduit les horaires de 46 heures à 44 heures 30. Sans augmenter le personnel. Bilan : intensification du travail, augmentation des heures de présence non payées ; sans parler du temps passé en transports. Le tout augmenté d'horaires de nuit qui hachent même les loisirs et la vie privée des travailleurs.

Les cheminots roulants refusent ces conditions de travail. Ils refusent de faire les frais de l'austérité. Ils réclament la création de 7.000 postes supplémentaires. L'Etat n'en concède que 1.500 pour économiser plus de 200 millions. Car si les cheminots l'emportaient et si leur exemple devenait contagieux... c'en serait fait du redressement, de l'austérité, et de la dévaluation. Mondon, ministre des Transports, le sait : pour apaiser les roulants, il leur rappelle qu'ils ne sont pas seuls à pâtir du travail de nuit. Il y a aussi, dit-il, d'autres cheminots et certains postiers. Il oublie ceux des trois huit, les femmes de ménage, les travailleurs d'imprimerie et les boulangers. Beaucoup de monde, somme toute. Mondon, lui, dort.

Sur une seule oreille : si tous ces travailleurs de nuit imitaient les roulants ! Et si le secteur public, qui va payer l'austérité budgétaire d'un blocage serré des salaires, prenait le train en marche ! On sait que ce secteur public est particulièrement houleux, menacé du retour au privé de certaines entreprises (E.D.F., aéronautique).

En ce qui concerne la S.N.C.F., Mondon parle d'actions commerciales vigoureuses et d'actions de productivité visant à réorganiser certaines activités de la S.N.C.F. En clair, en plus des énormes avantages offerts aux trusts pour le transport de marchandises, on leur offre la possibilité de reprendre à leur compte un certain nombre de transports privés dits « non rentables ».

Devant ce coup d'envoi quasi intempestif, les directions syndicales affichent une prudente réserve. Tout en insistant sur le caractère catégoriel des revendications. Ce qui est sûr, c'est que la grève des conducteurs S.N.C.F. donne une nouvelle preuve de l'état du rapport des forces. En 1963, le gouvernement pouvait légalement instaurer le préavis de 3 jours. Et le faire respecter. Depuis Mai 68, cela semble tombé en désuétude. La direction de la S.N.C.F. avait sanctionné en février des dirigeants syndicaux coupables de ne pas l'avoir respecté. En mars, de nouvelles grèves l'ont fait reculer et revenir sur les sanctions.

A l'austérité et à la dévaluation, les cheminots apportent la seule réponse réelle ; celle de la lutte. D'autant plus efficace que les métallos italiens, les ouvriers allemands et anglais secouent aussi le joug.

Les capitalistes défendent leurs profits.

Les travailleurs défendent leurs intérêts de classe. Solidarité avec la grève des cheminots !

dis-moi qui tu vénères je te dirai qui tu es



Vous aimez, Napoléon ? Ils en ont mis partout. Sur les boîtes d'allumettes et les médailles « Total », dans les journaux et les discours de Pompidou. L'intox généralisée, à grands renforts de trémolos patriotards et tricolores. Bon.

Napoléon, qui est-ce ? « Napoléon, lui, créa à l'intérieur de la France les conditions grâce auxquelles on pourra désormais développer la libre concurrence, exploiter la propriété parcellaire du sol et utiliser les forces productives industrielles libérées de la nation, tandis qu'à l'extérieur il balaya partout les institutions féodales dans la mesure où cela était nécessaire pour créer à la société bourgeoise en France l'entourage dont elle avait besoin sur le continent européen » (1).

De façon moins aride, mais aussi documentée que plaisante, H. Guillemin (2) nous montre à l'œuvre l'individu qui mène cette politique et les moyens qu'il se donne : l'image qu'il nous donne est celle d'un arriviste dépourvu de l'ombre de tout scrupule, et qui réussit. Alors qu'en d'autres temps, d'autres se font chefs de gang, lui se fait empereur. Par quels moyens ? Reptation et violence, le sabre et le goupillon.

Sous-officier politicard, il se faufila de groupe en groupe. Robespieriste en 92, il est Thermidorien dès

Thermidor, avec la même fougue Autonomiste corse, il trahit Paoli. Tout jeune, à Auxanne, il écrit : « Féroces et lâches, les Français joignent... aux vices des Germains ceux des Gaulois ». Et le 29 février 1821 : « La Corse est un inconvénient pour la France... Choiseul disait que si, d'un coup de trident, on pouvait la mettre sous la mer, il faudrait le faire. Il avait raison » (3). En fait, Corse, France, Turquie (il y songe) ou Egypte (il essaie), le pays lui est indifférent pourvu qu'il puisse y faire carrière. Flattant les hommes au pouvoir, un Barras, un Talleyrand, il s'élève en rampant jusqu'à l'Italie, où ses rapines lui permettent, après s'être servi, d'envoyer au Directoire assez d'argent pour devenir indispensable. En Egypte, après s'être comporté comme un vrai petit béret vert, pratiquant galement l'exécution en masse et le pillage laissant achever les blessés (les « siens » aussi) et empoisonner les pestiférés, il abandonne son armée (pour un simple soldat, on parle de désertion). Il a mieux à faire en France : un coup d'Etat.

En effet, malgré Thermidor, malgré une situation moins instable qu'on a bien voulu le dire, la bourgeoisie cherche à stabiliser définitivement son pouvoir. Elle s'inquiète (peu) des derniers sursauts monarchistes, que Bonaparte nettoie au canon, et (beaucoup) des mouvements de la plèbe « gauchiste » pas encore écrasée. La bourgeoisie cherche un sabre. On dit aujourd'hui : elle cherche un Bonaparte.

Ce que Marx dit du neveu vaut de l'oncle (1) : « La bourgeoisie reconnaît que son propre intérêt lui commande de se soustraire aux dangers du self-gouvernement, que, pour conserver intacte sa puissance sociale, il lui faut briser sa puissance politique ; que les bourgeois ne peuvent continuer à exploiter les autres classes et à jouir tranquillement de la propriété, de la famille, de la religion et de l'ordre qu'à la condition que leur classe soit condamnée au même néant politique que les autres classes ; que, pour sauver sa bourse, la bourgeoisie doit nécessairement perdre sa couronne et que la gloire qui doit la protéger est fatalement aussi une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête ». Et, pour faire sa politique au profit de la bourgeoisie, ce Bonaparte s'appuie sur « l'écume de toutes les classes de la société ».

Le 18 brumaire a failli rater. Le 19, c'est réussi. La grande carrière commence. Bonaparte, bientôt Napoléon, s'installe, avec sa famille et son petit entourage de crapules : Fouché, Talleyrand, les traîneurs de sabre grassement stipendiés, et met en place sa pègre bureaucratique, flics et curés d'abord, car, comme le dit l'abbé de choc et futur cardinal Maury, « une bonne police et un bon clergé, avec ça, on a la tranquillité publique ».

Quant à la canaille, qu'elle se taise ou crève sur les champs de bataille, bien intoxiquée, par les ronronnements sur la grandeur nationale. Voyons le Code Civil.

Art. 415 : « Toute coalition d'ouvriers dans le dessein d'encherir leur travail sera passible d'un mois de prison au minimum et d'un emprisonnement de deux à cinq ans pour les instigateurs. »

Art. 1781 : « Dans toute contestation au sujet des salaires, c'est l'employeur qui sera cru sur sa parole, laquelle fera foi sur la quotité des gages. »

La bourgeoisie s'engraisse pendant que la nation se vide de son sang. Un exemple : La Banque de France. Qu'est-ce que c'est ? Une banque privée. Mollien, entre autres réflexions savoureuses rapportées par Guillemin, écrit dans ses « Mémoires » : « C'était sans doute la première fois qu'il arrivait à un gouvernement de donner de l'argent à une banque d'escompte pour exploiter son privilège lucratif, au lieu d'en demander à ses actionnaires pour prix de ce privilège ». Napoléon et sa clique ne s'oublient pas : les fortunes sont vite faites. La caporalisation du pays pourrait continuer à assurer les profits si la politique de grandeur ne posait quelques problèmes.

L'échec de la campagne de Russie (pendant que les grognards crèvent sur la Bérésina, Napoléon note : « Ma santé n'a jamais été aussi bonne »), la guerre contre l'Angleterre, tout cela coûte bien cher. Le blocus gêne le commerce. La populace, la canaille, ouvriers de manufactures de plus en plus miséreux et paysans, commencent à se lasser d'être chair à canon : c'est dangereux, ces gens-là vont encore se mettre à se révolter.

Napoléon devient gênant : la bourgeoisie le lâche et c'est consternée qu'elle le verra revenir pour les 100 jours. Napoléon, disant à Gourgaud : « Je n'apprécie les gens que dans la mesure où ils me sont utiles, et pendant qu'ils le sont », ne fait que définir la position de la bourgeoisie à son propre égard : curieux retournement... Mollien disait déjà : « Il a assis la bourgeoisie au pouvoir ». Disons : en s'asseyant, la bourgeoisie l'a écrasé : tel est le sort de la plupart des bonapartes, si la révolution ne vient pas les renverser avant que leurs maîtres capitalistes ne les congédient.

Tel fut Napoléon. On comprend que le régime pompidolien ait tenu à encenser avec tant de fastes un grand ancêtre, pieusement conservé au magasin des accessoires du chauvinisme.

(1) Marx : « Le 18 Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte ».

(2) Henri Guillemin : « Napoléon Tel Quel » (éditions de Trévise, 153 pages) : 8.80 F.

(3) Ceci dit pour nos lecteurs corses. Le mythe napoléonien a eu en Corse une fonction toute spéciale : il est à peu près tout ce que le Continent a construit et laissé à l'usage du peuple de Corse.

Nous ne sommes pas de ceux qui — de Waldeck Rochet au « Nouvel Observateur » — reprochent au gouvernement d'avoir rendu la dévaluation inévitable en refusant de s'en prendre aux spéculateurs. Notre objectif n'est pas de conseiller la bourgeoisie dans la gestion de ses affaires, il est d'apprendre à connaître ses faiblesses et ses contradictions pour mieux pouvoir l'abattre. C'est pourquoi il faut comprendre que si la spéculation a joué un rôle impressionnant ces derniers mois elle n'en constitue pas pour autant la cause profonde de la dévaluation et que celle-ci n'a pas pour raison profonde de la stopper. Les véritables objectifs de la dévaluation ne sont pas différents de ceux que la bourgeoisie a poursuivis, par d'autres méthodes, au cours de ces dernières années. Ils s'appellent « modernisation » et « rationalisation » des structures de l'économie française face à la concurrence internationale et ils signifient chômage, blocage du pouvoir d'achat, intensification du travail. La dévaluation n'y change rien. Elle a seulement permis au gouvernement de jeter un rideau de fumée sur ses véritables projets, de lancer une offensive psychologique pour « la défense du franc » à laquelle les directions des organisations ouvrières traditionnelles après s'être érigées en protectrices de la valeur de « notre monnaie nationale » ne seraient que trop heureuses de se rendre.

C'est la même politique qui se poursuit sous des formes différentes.

Intérêt national : intérêt du capital !

Près de 11 ans après la dévaluation Pinay-Rueff, première grande manœuvre économique du régime gaulliste, les successeurs du Bonaparte dévaluent son « nouveau franc » consacrant ainsi l'inéluctabilité d'une rupture avec toute une politique de grandeur monétaire que les faiblesses de l'économie française ne permettaient pas de poursuivre plus longtemps. Le succès de l'opération de 1958, obtenu par l'écrasement des salaires et l'extension du chômage, avait permis à de Gaulle de rembourser les dettes extérieures contractées par la IV^e République et d'accumuler un stock d'or et de devises, l'autorisant à s'exprimer haut et fort dans les réunions monétaires internationales. La diminution de 12,5 % de la valeur du franc signifie à cet égard l'abandon de la politique de chantage exercée contre le dollar et pour un retour à l'étalon-or. Elle montre que le gouvernement Chaban Delmas a été contraint de s'incliner devant les rapports de force économique réels existant entre les pays impérialistes et qu'il ne lui reste plus qu'à rentrer dans le rang. Elle manque, en définitive, la prise de conscience par la bourgeoisie française de son incapacité à jouer sur la scène mondiale le rôle autonome que de Gaulle s'entêlait à lui assigner, erreur qui lui a finalement valu son renvoi.

DEPUIS MAI

Nous écrivions dans un précédent numéro de ce journal que la croissance rapide de la production industrielle au cours des derniers mois avait eu des causes essentiellement artificielles, spéculatives et temporaires. Aux conséquences des hausses de salaires acquises après Mai 1968 étaient venues s'ajouter les craintes concernant l'avenir du franc, dans le cadre de la crise du système monétaire international, pour provoquer une forte augmentation des achats tant de biens de consommation que de biens de production.

Or les structures de l'industrie et du commerce extérieur français sont telles que toute phase de croissance économique rapide s'accompagne d'un déficit de la balance des échanges extérieurs. Le processus s'est vérifié une fois de plus. L'augmentation de la production, d'une part, a nécessité un accroissement des importations de certains biens qui ne sont pas produits en France, ou en quantité insuffisante, ou encore dans de trop mauvaises conditions de compétitivité. Les exportations, d'autre part, ont également augmenté en raison du niveau élevé d'activité économique régnant chez les principaux clients de la France, mais moins vite dans la mesure où les produits industriels français ont en moyenne insuffisamment compétitifs. Le déficit commercial qui s'est ainsi développé a eu pour conséquence une diminution des réserves d'or et de devises de la Banque de France.

la dévaluation autre méthode mêmes objectifs

En outre, le climat d'incertitude, monétaire et politique, dans lequel a vécu la bourgeoisie française depuis Mai 1968, l'a incité à transférer à l'étranger les capitaux dont elle n'avait pas immédiatement besoin, soit pour les mettre à l'abri, soit pour bénéficier d'une éventuelle réévaluation du Mark (ou d'une dévaluation du Franc). Cette spéculation, qui avait culminé en novembre 1968, s'est maintenue par la suite et s'est manifestée, tant par de nouveaux transferts de capitaux à l'étranger (malgré le contrôle des changes) que par le non rapatriement de capitaux antérieurement transférés.

Au total, du propre aveu de Giscard d'Estaing, « pendant le deuxième semestre de 1968, la France a perdu en moyenne cinq cent millions de dollars par mois. Pendant le premier semestre de 1969 elle a perdu en moyenne trois cent millions de dollars par mois ». Sur une perte totale de l'ordre de 4,7 milliards de dollars, un peu plus d'un milliard seulement ont servi à payer le déficit de la balance commerciale, le reste ayant pour cause la spéculation, selon Giscard, à ce rythme et sans la dévaluation les caisses auraient été vides avant le printemps 1970.

Pompidou expliquait pendant sa campagne électorale que la stabilité de la monnaie dépendait essentiellement de la confiance qu'inspirerait le nouveau gouvernement. Le non-retour des capitaux placés à l'étranger après les élections montre qu'au delà des craintes que lui inspire la crise du système monétaire international, la bourgeoisie française, avant d'accorder sa confiance au nouveau président, attend de l'avoir vu faire ses preuves contre la classe ouvrière dans un affrontement qu'elle savait inévitable. (

LE CHOIX DU MOMENT

Les commentateurs de la presse bourgeoise, reprenant à l'envi les louanges que s'était déjà adressé à lui-même le gouvernement Chaban Delmas, ont applaudi au moment choisi pour effectuer la dévaluation. Les spéculateurs seraient parait-il en vacances (la dévaluation leur rapporte pourtant environ 400 millions de francs à se répartir, la surprise aurait pu être moins agréable !). De plus, grâce à la « discrétion » absolue observée jusqu'au dernier moment, une nouvelle crise monétaire majeure aurait été évitée. Il est vrai « le système monétaire international étant ce qu'il est », que l'approche des élections allemandes de septembre aurait pu provoquer une reprise de la spéculation sur la réévaluation du Mark au détriment du Franc (entre autres monnaies) et contraindre à une dévaluation à chaud. Mais il est encore plus évident que deux autres raisons majeures ont déterminé ce choix du moment. La première est classique : tout gouvernement bourgeois affectionne particulièrement la période des congés payés pour lancer ses attaques contre la classe ouvrière puisqu'il sait disposer alors d'un répit avant que la riposte des travailleurs puisse s'organiser. La seconde est fondamentale également : toute dévaluation, pour réussir, doit « être accompagnée d'un blocage des salaires et d'un semblant de blocage des prix (voir ci-contre « qu'est ce qu'une dévaluation ? »).

Pour que ces mesures aient leur efficacité maximum du point de vue des intérêts capitalistes, il faut évidemment que ce blocage intervienne à l'issue d'une période où l'évolution comparée des prix et des salaires a été aussi défavorable que possible à ces derniers en termes de pouvoir d'achat. Or depuis octobre 1968, les salaires sont pratiquement « gelés », alors que depuis le début de cette année les prix augmentent à une cadence annuelle de l'ordre de 6,5 %... C.Q.F.D. !

LES CONSEQUENCES DE LA DEVALUATION

Pompidou et Chaban Delmas ont expliqué que la défense de la valeur antérieure du franc aurait contraint à déclencher une « déflation massive », génératrice de chômage et d'une baisse du pouvoir d'achat. Ce raisonnement est tout à fait juste du point de vue des intérêts qui en sont à la base. Les travailleurs britanniques en font l'expérience depuis plusieurs années : pour réduire les importations et « sauver la Livre », Wilson a bloqué leurs salaires et provoqué un accroissement considérable du nombre des chômeurs. Les travailleurs français savent également ce que cela veut dire : ce fut au nom de la défense du Franc que le gouvernement refusa à Tilsitt d'accorder plus que les 2 % + 2 % d'augmentation des salaires du secteur public. Ce fut aussi au nom de la défense du Franc que furent prises les mesures de restriction du crédit et de hausse des taux d'intérêt qui en provoquant un ralentissement de l'activité de certaines entreprises ont contribué depuis quelques mois à une nouvelle augmentation du chômage.

Mais la question qui se pose alors est de savoir si la dévaluation, elle, permettra d'éviter le chômage et la baisse du pouvoir d'achat et si elle signifie l'abandon de la politique mise en place. En fait, ils n'en est rien. Bien au contraire, loin de mener à la suppression des mesures déjà prises, la dévaluation, va les renforcer de telle manière que leurs conséquences se conjuguent.

Pompidou et Chaban Delmas ne manquent pas d'audace : dans « La Nation » du 11 juin dernier un plumeur de l'UDR (qui va avoir des ennuis !) écrivait « Un effondrement du Franc et de la Livre ne gênerait pas les français les mieux pourvus en Marks ou en or. Par contre, il nuirait gravement aux salariés et d'abord à la classe ouvrière. Une dévaluation — M. Poher ne l'a jamais exclue — signifie le renchérissement des produits importés et des investissements. Elle débouche sur la vie plus chère et sur le chômage ». Nous ne le lui faisons pas dire !

Il est tout à fait vrai en effet que la dévaluation signifie directement une hausse du coût de la vie par la hausse automatique des prix des produits importés. Des experts ont estimé que cette hausse serait de l'ordre de 2 à 3 % et ils ne sont pas payés pour l'exagérer. Mais il ne s'agit là que des effets initiaux primaires et non des effets de répercussions secondaires qui ne sont pas moins importants. Qui peut croire à la bonne foi de Giscard d'Estaing quand il affirme vouloir les limiter alors que le ministère de l'Economie ne dispose que de 1 500 contrôleurs des prix ?

Les salaires eux, par contre, sont aisément et directement « contrôlables » et l'on va s'y employer activement. C'est là que se trouve maintenant la clé du succès ou de l'échec de la dévaluation.

ET MAINTENANT ?

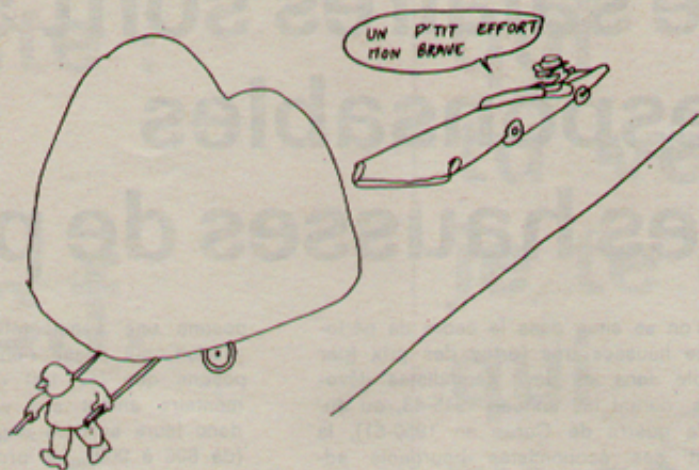
Quelle est la situation aujourd'hui ? La bourgeoisie française va être contrainte de se battre très durement sur les salaires pour trois raisons essentielles. La première est liée à la nature et aux objectifs mêmes d'une dévaluation, les deux autres à des motifs conjoncturels :

1) La première raison : une dévaluation (voir ci-contre) a pour objectif, par une diminution relative des prix français pour les clients étrangers, d'accroître artificiellement la compétitivité des produits français sur les marchés extérieurs et de stimuler les exportations. Il importe donc pour les capitalistes d'éviter toute augmentation de salaires qui augmenterait leurs coûts de production, diminuerait leurs profits et qu'ils ne pourraient répercuter sur leurs prix sans diminuer à nouveau la compétitivité de leurs produits et perdre le bénéfice de la dévaluation.

2) Deuxième raison : depuis quelques semaines les signes de ralentissement de l'activité économique se sont multipliés. Le taux de croissance de la production industrielle a diminué. Depuis avril, le nombre de chômeurs recensés a recommencé à augmenter alors qu'il baissait régulièrement depuis novembre 1968. Les importations elles-mêmes se sont stabilisées en juin. De manière générale on a assisté à une diminution de la demande de biens de consommation et dans certains cas à une reconstitution des stocks chez les détaillants.

Cependant, l'activité est restée très forte et le taux d'utilisation des capacités productives très important. Or, pour pouvoir tirer parti de la dévaluation, les capitalistes français doivent être en mesure de répondre rapidement à l'augmentation des demandes d'achat étrangères. Comme il n'est pas possible d'augmenter instantanément les capacités de production, il ne reste qu'une seule solution permettant aux exportations de se développer qui est de diminuer les achats en France même, c'est-à-dire avant tout d'écraser le pouvoir d'achat des salaires.

3) Troisième raison : enfin cet écrasement devra être d'autant plus brutal que le succès ou l'échec de la dévaluation va se décider dans un laps de temps très limité. En effet, dans toute une série de pays capitalistes clients de la France, des programmes anti-inflationnistes sont à l'étude ou ont déjà été mis en œuvre qui auront pour conséquence à brève échéance un ralentissement de leur activité économique et par contre coup une diminution de leurs importations donc de leurs achats en France. Un tel retournement est notamment prévisible pour l'Allemagne et les Etats-Unis dans les premiers mois de l'année 70. Les capitalistes français ne disposent donc, pour tirer tout son parti de la dévaluation que des quelques mois pendant lesquels une haute conjoncture se maintiendra. Après quoi la concurrence s'intensifiera et la lutte pour les marchés se fera plus dure alors que, du fait de ses faiblesses structurelles, l'industrie française est très mal placée pour y faire face.



M. Chaban-Delmas :
Nous demandons aux Français des efforts sérieux mais en visant soigneusement à les proportionner aux moyens de chacun.

qu'est-ce qu'une dévaluation

la dévaluation une surprise pour qui en mai nous écrivions

Une dévaluation a pour but sur le plan technique, de favoriser les exportations et de freiner les importations.

Pour cela le gouvernement peut décider par exemple que le dollar qui vaut officiellement aujourd'hui cinq francs vaudra demain dix francs et ne sera changé qu'à ce taux par toutes les banques françaises.

Que se passe-t-il alors ?

L'Américain qui, avant la dévaluation, pouvait avec un dollar acheter l'équivalent de cinq francs de marchandises françaises pourra, après la dévaluation acheter avec ce même dollar pour dix francs de marchandises françaises. Les produits français deviennent ainsi moins chers pour cet Américain et les exportations françaises vers les Etats-Unis sont stimulées.

Le Français, lui, avant la dévaluation pouvait acheter aux U.S.A. l'équivalent d'un dollar de marchandises américaines avec cinq francs ; maintenant, pour en acheter cette même quantité, il lui faudra déboursier dix francs. Les produits étrangers sont devenus plus chers, les importations de la France sont freinées.

Pour que cette situation puisse être maintenue, il faut évidemment que les prix des produits français ne se mettent pas à grimper trop rapidement immédiatement après la dévaluation (moins vite en tout cas que les prix des produits étrangers). Sinon ces produits redeviendraient à nouveau difficile à exporter.

Or la dévaluation a précisément pour conséquence de créer une tendance à la hausse des prix. En effet, les prix des produits importés augmentent - automatiquement - du même taux que celui de la dévaluation. Le coût de production des marchandises dont la fabrication nécessite des matières premières ou des produits semi-finis importés augmente donc lui aussi et cette augmentation si elle est répercutée sur les prix les fait augmenter à leur tour.

Si dans cette situation les travailleurs obtiennent des hausses de salaires qui compensent cette hausse des prix, les coûts de production s'élèvent à nouveau. Si cette nouvelle augmentation est également répercutée sur les prix (de manière à rétablir les profits antérieurs) ceux-ci augmentent une nouvelle fois.

C'est pourquoi une dévaluation est toujours accompagnée de « sacrifices ». Ceux-ci consistent :

— à bloquer les salaires,

— à faire semblant de bloquer les prix pour « répartir équitablement les sacrifices sur le patronat et les salariés ».

En fait l'expérience prouve que la police des salaires est toujours et pour cause, plus efficace que la police des prix. De plus les salaires n'augmentent jamais qu'après que les prix aient augmenté. De toutes les mesures de politique économique, la dévaluation est celle qui atteint le plus durement et le plus directement la classe ouvrière en réduisant fortement sa consommation.

LES « SOLUTIONS » DE LA BOURGEOISIE

Un blocage rapide et brutal du pouvoir d'achat des salaires, telle est donc la condition absolue du succès de la dévaluation, ce blocage ayant pour « avantage » annexe de préciser les achats à l'étranger donc de contribuer par cet autre bout au rééquilibre de la balance commerciale. Tel est bien le sens de toutes mesures qui ont été prises. Notons cependant que cela ne signifie pas que le gouvernement, au moment du « constat » de septembre, ne proposera pas une augmentation des salaires supérieure aux 2 % retenus à Tilsitt. Il essaiera même d'utiliser une partie de la marge de manœuvre que lui a donné la dévaluation pour désamorcer sur ce point les luttes des travailleurs. Mais ce qui est sûr, c'est que cette hausse nominale sera plus que compensée, en termes de pouvoir d'achat par la hausse des prix qui la suivra immédiatement.

Il n'est pas utile de revenir sur le détail des mesures de restrictions récemment annoncées et qui concernent essentiellement l'équilibre du budget de 70 et les restrictions de crédit. Il suffit de rappeler ce que nous écrivions en Mai dans le « Document rouge » n° 4 déjà cité : « Si l'on réduit les dépenses du budget de l'Etat, on provoque tout d'abord un blocage du revenu des salariés qui dépendent directement de l'Etat (enseignants, employés, ouvriers des entreprises nationalisées, etc.) Ensuite on réduit les investissements que peut faire l'Etat, soit directement soit par l'intermédiaire d'entreprises privées travaillant pour lui. De ce fait, on réduit l'activité de ces entreprises et on favorise le chômage, qui, à son tour, pèse sur les salaires du secteur concerné ».

Les mesures de restriction du crédit vont dans le même sens : en rendant plus cher le crédit, on freine d'une part la consommation ouvrière, on casse également l'expansion intérieure et par la même occasion, on se fabrique un nouvel instrument pour éliminer les entreprises marginales qui ne peuvent survivre qu'avec un crédit bon marché.

Naturellement, cette politique est d'abord payée par le prolétariat atteint directement ou indirectement par la réduction de l'activité économique intérieure, mais aussi par une partie de la bourgeoisie qui travaille essentiellement pour le marché intérieur et qui voit, avec la récession, se rétrécir ses débouchés. Mais sur le plan purement économique, ceci importe peu à la grande bourgeoisie des monopoles dont l'Etat est le représentant et le support. En effet, contrairement à l'industrie travaillant pour la demande intérieure, les intérêts principaux des monopoles se trouvent dans la demande extérieure et les bas prix... donc les bas salaires... à l'intérieur.

Les violentes attaques verbales de la politique de Giscard d'Estaing auxquelles vient de se livrer Giscard, président de la Confédération des Petites et Moyennes Entreprises, illustrent parfaitement cette analyse et la confirment. Toute une série d'entreprises retardataires vont être touchées de plein fouet par les mesures qui ont été décidées et l'hiver 1969 verra à coup sûr une cascade de faillites de fusions ou de rachats par des entreprises plus grandes, avec leurs conséquences bien connues : licenciements, et chômage !

LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES

L'affolement qui règne actuellement dans les milieux gouvernementaux correspond à des difficultés profondes du capitalisme français dont la bourgeoisie sait qu'elles ne peuvent pas être résolues à court terme par des mesures d'ordre conjoncturel. La marge de manœuvre de Giscard d'Estaing est donc étroite, d'autant plus étroite que le taux de la dévaluation retenu 12,5 %, est relativement faible. Un taux plus élevé aurait pu entraîner une chute de la Livre et de ce point de vue le gouvernement français a dû tenir compte de l'intérêt général de l'ensemble des pays du camp impérialiste. Mais, que le gouvernement allemand décide, après les élections de septembre, de réévaluer le Mark, et il n'est pas exclu que, dans la remise en ordre générale de la valeur des monnaies qui pourrait alors se produire, le Franc ne subisse une nouvelle dévaluation, renforçant les conséquences de la première.

— La marge de manœuvre de la bourgeoisie sera celle que lui laisseront les luttes ouvrières.

— Pas de discours sur la dévaluation nécessaire à la « santé du pays ». La « santé du pays », c'est la bonne tenue des profits à l'exportation des grands groupes capitalistes.

— Pas de discours sur les « changements démocratiques de la structure de l'économie », nécessaires pour défendre « notre » monnaie (comme dit le PCF). En régime capitaliste, la défense de la monnaie passe par le blocage des salaires, la concentration et le chômage, pas par la « démocratisation » des structures.

La concurrence internationale impose à la bourgeoisie de lancer des attaques contre les travailleurs. Pour aboutir à des succès, les luttes devront développer un rapport de forces qui ne peut-être atteint dans des actions catégorielles, sectorielles ou professionnelles, aussi dures soient-elles. La classe ouvrière doit reprendre l'offensive un des mot d'ordres unificateurs, pouvant être repris par l'ensemble des travailleurs et déboucher sur des luttes généralisées.

— Contre la montée des prix, imposons l'échelle mobile des salaires et ce qui nous permettra de nous assurer de son bon fonctionnement : l'ouverture des livres de compte et l'abolition du secret commercial et bancaire.

— Imposons le retour aux 40 heures sans diminution des salaires, ni accélération des cadences, premier pas vers l'échelle mobile des heures de travail et la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières.

— Imposons le droit de veto sur les licenciements, premier pas vers le contrôle ouvrier sur l'embauche, les licenciements et l'organisation du travail dans les entreprises.

Le capitalisme est en crise, organisons-nous pour l'abattre !

Jean DEVAUX.

« ... La dévaluation devient de plus en plus désirée par les capitalistes, notamment les grands monopoles liés avec l'extérieur. Celle-ci en effet leur permettrait de restaurer provisoirement leurs marges de profit, en vendant plus à l'étranger.

« Elle commence à être publiquement demandée par certains porte-paroles de la bourgeoisie. Régis Parangue écrivait récemment dans « Les Echos » : « Pour la France, il n'y a pas d'autre route que l'expansion et la modernisation des structures vieillottes : il serait par trop dangereux que la précarité de la santé quotidienne du franc fasse perdre de vue ce seul vrai problème. »

« Pourquoi alors un successeur bourgeois à de Gaulle n'essaierait-il pas de commencer l'après-gaullisme de la même manière dont le gaullisme avait commencé, c'est-à-dire par une dévaluation doublée d'un « plan de redressement » aux frais des travailleurs ? Telle est la voie que montre Parangue : dévaluons la monnaie pour la stabiliser et nous donner les coupées franches, puis retrouvons les manches des travailleurs pour que l'industrie française rattrape son retard !

« Après 10 ans de pouvoir, de Gaulle ne pouvait dévaluer le franc sans porter lui-même un rude coup à son prestige en reconnaissant que la bataille monétaire qu'il avait livrée contre le dollar et pour le retour à l'étalon-or se soldait par un fiasco. Implicitement sa position impossible à tenir, était de forcer l'Allemagne à une réévaluation unilatérale. Un nouveau président bourgeois n'aura pas ces problèmes. Même s'il s'agit de Pompidou il n'aura pas à sauver la face, n'ayant été pour rien dans la politique monétaire appliquée après juin 1968. Au surplus il devra d'entrée de jeu se concilier les bonnes grâces des milieux financiers internationaux, ce qui signifie en Europe, tenir compte du nouveau rapport de forces avec l'Allemagne et ne pas lui laisser porter seule le poids de l'indispensable et urgente remise en ordre monétaire internationale.

« En conclusion, il est nécessaire d'affirmer que la bourgeoisie française, qu'elle soit représentée par Poher, Pompidou ou Defferre, est obligée à la fois parce que le capitalisme français est un maillon faible dans le capitalisme mondial, et parce qu'il connaît des difficultés « conjoncturelles » particulières, de se livrer, assez rapidement, à une attaque sérieuse contre la classe ouvrière. Mais encore faut-il que la classe ouvrière accepte d'être matée, ne passe pas à la contre-attaque. En novembre dernier, le terrain n'était pas prêt pour la bourgeoisie : la grève de Renault en décembre montrait la combativité des travailleurs et indiquait que la dévaluation, si elle avait eu lieu, n'aurait pu que difficilement être accompagnée de mesures restrictives importantes.

« Aujourd'hui si la bourgeoisie a cru pouvoir prendre le risque (et jusqu'à présent les événements lui donnent raison) de changer de président, il est fort possible qu'un premier « succès » l'incitera à aller plus loin. SA MARGE DE MANŒUVRE EST CELLE QUE LUI LAISSENT LES LUTTES OUVRIÈRES.

Or, après l'abandon des luttes au profit des urnes par les directions traditionnelles, l'apathie qu'elles ont imposé aux travailleurs pendant plus de deux mois, l'échec de Tilsitt, l'escamotage du 1^{er} mai, l'élection d'un Pompidou ou d'un Poher, il est grand temps de remonter la pente. Il est clair qu'après les présidentielles, la bourgeoisie, après avoir plus ou moins surmonté ses conflits internes, se retournera contre la classe ouvrière avec une vigueur accrue. »

(Extraits du Document Rouge numéro 2 : « Les contradictions du capitalisme français et leurs solutions bourgeoises ».)

DÉSORMAIS
ROUGE est hebdomadaire

DÉSORMAIS
ROUGE tire à 50000 sur 16 p.

soutenez rouge

PARTICIPEZ A SA CAMPAGNE
D'ABONNEMENT « OBJECTIF 3000 »

ABONNEZ-VOUS
FAITES DES ABONNEMENTS

PLI FERME			
6 mois	25 F	6 mois	40 F
1 an	50 F	1 an	80 F

ETRANGER

Envoi normal :
même tarif que pour la France.

Par avion :
6 mois 50 F
1 an 100 F

• Demandez rouge dans tous les kiosques

• Sollicitez l'exposition de l'affichette publicitaire

TOUTE CORRESPONDANCE
TOUS VERSEMENTS

à

ROUGE

B. P. 201 - PARIS 19^e

les hausses de salaires sont-elles responsables des hausses de prix ?

Si l'on se situe dans le cadre de périodes de hausses très fortes des prix (par exemple dans les pays capitalistes développés, durant les années 1945-48, ou durant la guerre de Corée en 1950-51), la plupart des économistes bourgeois admettent eux-mêmes que la responsabilité de la hausse n'incombe pas aux salariés mais aux dépenses de « reconstruction » (1945-48), et aux dépenses militaires (1950-51) : il leur serait difficile il est vrai, de soutenir le contraire, étant donné que l'on constate, durant ces périodes de très fortes hausses de prix, une baisse des salaires réels (les salaires nominaux augmentent moins vite que les prix), c'est-à-dire une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Si l'on se situe, au contraire, dans le cadre de hausses des prix, permanentes mais moins fortes, telles qu'en connaissent tous les pays capitalistes développés depuis 1952, l'attitude de ces mêmes économistes bourgeois change : si les prix augmentent, nous explique-t-on, c'est parce que les coûts salariaux supportés par les capitalistes augmentent : si les coûts salariaux augmentent, c'est parce que, nous dit-on, les taux de salaires nominaux augmentent plus vite que la productivité (1) : « Je crois, nous dit G. Haberler, conseiller économique de Nixon, que la cause profonde de l'inflation de notre époque, est que les salaires sont poussés à la hausse au-delà de la hausse progressive de la productivité moyenne ».

Les économistes bourgeois tirent comme conséquence de cette analyse (2), ce qui n'est pas fait pour déplaire aux gouvernements bourgeois, que l'inflation est « la manifestation d'une puissance excessive des travailleurs », et que « à moins que les mesures soient prises pour affaiblir le pouvoir des syndicats, le problème de l'inflation continuera à se poser ».

Et de fait, on nous propose, pour éliminer l'inflation, le principe suivant : à l'échelle nationale, la hausse des taux de salaires horaires nominaux moyens, doit être égale à la hausse de la productivité moyenne pour l'ensemble de l'économie ; la réalisation d'une telle condition, signifierait la fin de l'inflation, nous expliquent la plupart des économistes bourgeois. Rien d'étonnant à ce qu'il y ait là, la doctrine officielle, depuis plusieurs années, de tous les gouvernements occidentaux (3). Pour parvenir à une hausse des salaires nominaux égale ou inférieure à une hausse de la productivité, on a proposé, selon les pays, divers moyens qui, tous, se ramènent à une atteinte directe aux droits des syndicats et des travailleurs (atteinte au droit de grève, restrictions légales du pouvoir des syndicats, etc.), ou à la mise en œuvre d'une politique restrictive des salaires.

On voit donc, en définitive, que lorsque le gouvernement de Couve de Murville, puis celui de Chaban-Delmas, attribuent la responsabilité des hausses de prix, depuis mai 1968, aux hausses de salaires (ce qui signifie aux yeux des bourgeois que la dévaluation est due aux hausses de salaires, comme si la spéculation de ces mêmes bourgeois n'y était pour rien), il ne font que suivre une déjà vieille tradition.

Ces brillants économistes, et ces hommes politiques distingués, oublient, cependant, entre autres choses, un élément important qui ruine leur argumentation.

Il oublie de dire que si, à la suite d'une hausse des salaires supérieure à la hausse de la productivité, les prix augmentent, ce sera parce que les titulaires de profits auront réagi pour maintenir leur part dans le produit global, et ce sera par l'intermédiaire de la hausse des prix qu'ils auront pu le faire.

Prenons un exemple très simple : soit un produit global de 1.000, se partageant en 800 de salaires et 200 de profits. Sup-

posons une augmentation de 10 % du produit, qui passe donc à 1.100 et supposons que les 100 de produit supplémentaire aillent aux salariés, qui voient donc leurs salaires augmenter de 12,5 % (de 800 à 900), les profits restant stables (à 200), ainsi que les prix. Si dans ces circonstances, les prix augmentent, c'est parce que les capitalistes auront réagi pour augmenter leurs profits, et maintenir (ou augmenter) leur part dans le produit global. Autrement dit, le taux de croissance des salaires pourrait être supérieur à celui de la productivité sans hausse de prix, si les profits n'augmentaient pas. Autrement dit encore, une redistribution des revenus, au bénéfice des salariés, pourrait être une alternative à la hausse des prix.

Les capitalistes, d'ailleurs, lorsque les salaires nominaux ont augmenté davantage que la productivité, ont, en général, augmenté leur part de façon telle que non seulement la part des profits dans le revenu national n'a pas diminué mais qu'elle a augmenté (c'est le cas depuis 15 ans). (4).

On songe, à ce propos, à ce que disait déjà, au 18^e siècle, l'économiste anglais A. Smith : « Nos marchands et nos industriels se plaignent beaucoup des effets néfastes des hausses de salaires qui augmentent les prix ; ils ne disent rien des effets néfastes des hauts profits. »

Certes, nous dira-t-on, dans le système capitaliste qui est le nôtre, fondé sur la propriété privée des moyens de production, la part des profits ne saurait diminuer, sans que soient compromis la poursuite de l'investissement et donc le développement de la production : les profits sont, en effet, à la fois l'incitation et la source de financements des investissements faits par les capitalistes.

Et cela est vrai : mais cela nous montre tout simplement, que si les capitalistes, face à des hausses de salaires augmentent leurs prix, pour maintenir ou le plus souvent accroître leurs profits, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants » : c'est une loi inéluctable du système capitaliste : sans profits élevés, pas de système capitaliste, et donc, si les salaires nominaux augmentent, il faut en reprendre tout ou partie par la hausse des prix. Si cette hausse des prix est jugée par la bourgeoisie particulièrement dangereuse pour elle (comme en ce moment, pour la bourgeoisie française après la dévaluation) alors elle devra prendre de sévères mesures d'austérité pour restreindre les augmentations de salaires, et tel est le sens du plan mis en œuvre à l'heure actuelle, en France : système capitaliste = recherche du taux de profit maximum = frein à l'augmentation des salaires, et hausse des prix (5) pour reprendre aux travailleurs une partie des hausses de salaires accordées !

(1) La productivité étant la production par homme-heure, c'est-à-dire le rapport :
Production

Nombre d'hommes employés X Nombre d'heures travaillées

(2) Analyse reprise à son compte, bien entendu, par le patronat : ainsi, par exemple, Blough, Président de l'U.S. Steel, déclarait : « En accroissant chaque année les salaires au-delà de l'augmentation de la productivité, les syndicats provoquent inéluctablement l'inflation. »

(3) Cf. Notamment aux Etats-Unis, des déclarations de Kennedy, Johnson et Nixon, au Royaume-Uni des déclarations des ministres des Finances conservateurs (S. Lloyd, R. Mandling) ou travaillistes (Callaghan), en France, la lettre aux syndicats de Debré en 1959, le rapport Massé sur la politique des revenus, etc.

(4) Autrement dit, si les salaires nominaux augmentent plus que la productivité, les salaires réels, eux, qui tiennent compte de la hausse des prix, ont augmenté moins que la productivité.

(5) Nous reviendrons, en détail, dans une brochure à paraître, sur les problèmes posés par la permanence de la hausse des prix, dans les pays capitalistes développés, à l'heure actuelle.

non au f.p.a. caserne liberté d'expression syndicale et politique pour les stagiaires des centres de formation professionnelle pour adultes

la lutte au centre de marseille- la treille

I) Le « rôle » de l'A.F.P.A.

L'A.F.P.A. (Association pour la formation professionnelle des adultes) créée en 1946, avait pour but primitif de réintégrer les prisonniers de guerre dans la vie industrielle.

Actuellement les centres F.P.A. ont pour fonction de former ou de recycler par des stages professionnels des jeunes et des adultes dans divers corps de métier (de l'ouvrier qualifié au technicien supérieur).

Après avoir fait une demande aux services de l'emploi et après une attente qui varie de trois mois à deux ans, le stagiaire est admis dans une section (bâtiment, tôlerie, électricité, etc.) les stagiaires sont pour la plupart des **jeunes ouvriers**.

La différence entre le centre F.P.A. et le C.E.T. tient d'une part à la durée de stage qui varie de 4 à 12 mois, à la fin duquel le stagiaire présente un C.A.P. (au jury du C.A.P. siègent les représentants patronaux, et le C.A.P. n'est valable qu'après 6 mois dans la production).

D'autre part les stagiaires touchent un salaire baptisé « indemnité » par l'administration. Ces salaires varient fortement selon les âges (2,40 F/h ; 3 F/h ; 3,15 F/h) tout cela pour un horaire hebdomadaire d'à peu près 40 heures et un enseignement uniquement professionnel.

Enfin, une innovation : depuis septembre 68 existent des sections dites de préformation, que P. Dumas, secrétaire d'état aux affaires sociales a lancé à grand renfort de publicité. Ces sections doivent « offrir une nouvelle chance aux jeunes qui quittent l'école sans diplôme ni qualification professionnelle, et n'atteignent pas le niveau requis pour être admis dans les sections classiques de formation professionnelle pour adultes ». Ces sections accueillent des

jeunes de 16 à 18 ans (environ 4.000 cette année). Les « Préforms » touchent 7 F par jour, et devraient recevoir théoriquement 42 heures d'enseignement par semaine (6 heures d'entraînement physique, 36 heures d'enseignement général et préformation professionnelle).

Les plus « doués » rentrent dans les sections F.P.A., les autres vont travailler en usine (s'ils trouvent des places) comme O.S.

Les centres sont gérés par des directeurs représentant le conseil national où siègent un tiers de représentants des employeurs, un tiers de centrales syndicales, un tiers des pouvoirs publics. Ce qui revient à dire que l'A.F.P.A. est aux mains du patronat. Les entreprises qui envoient des stagiaires aux centres — qui sont dès lors payés en partie par leur entreprise d'origine et sous contrat avec elle — reçoivent des subventions du Fonds National de l'Emploi. La vie dans les centres F.P.A. est souvent une vie de caserne, mais varie selon le personnel administratif. C'est le système dortoir, cantine. Les centres sont le plus souvent construits en dehors des grandes villes, et isolés ; où ils sont installés dans des bâtiments vétustes, abandonnés par l'armée (Tours, Bretagne, par exemple).

Vu leur manque d'activité culturelle interne (ciné-club, salles de loisirs) les stagiaires se trouvent coupés de toute vie réelle pour la durée de leur stage.

II. — L'A.F.P.A. remplit-elle effectivement son rôle de formation et de recyclage des adultes ?

Tout d'abord il nous faut noter que peu d'adultes participent à ces stages. Un état de la reconversion des mineurs dans le bassin des Cévennes fait apparaître que sur 174 changements d'emploi 6 mineurs des charbonnages sont allés à l'A.F.P.A. Dans le Nord, pour l'année 1969, 140 mineurs ont fait un stage, alors que 200 mineurs ont démissionné pendant la seule première semaine de juin. A Marseille, pour l'usine S.F.I.A., qui a fermé définitivement en décembre 68 (400 licenciés) il y a eu 60 inscrits à l'A.F.P.A., et seulement 5 travailleurs qui sont entrés au centre. Qu'il y ait d'une part une certaine réticence de la part d'ouvriers adultes pour retourner « à l'école », cela est vrai. Mais ce qu'il y a de plus certain, c'est la perspective de recevoir pendant la durée du stage, une indemnité tout juste égale au S.M.I.G. ET ASSORTIE DE NOMBREUSES CONDITIONS*.

* L'augmentation du S.M.I.G. a été acceptée à Grenelle, en précisant qu'elle n'est pas applicable aux stagiaires F.P.A.)

Ainsi la faillite de l'A.F.P.A. est certaine, en ce qui concerne son rôle de recyclage des adultes. Et à l'heure actuelle, avec la préformation, elle tend à jouer un autre rôle : celui de complément des C.E.T., de formation des jeunes ouvriers.

C'est justement la jeunesse des stagiaires qui permet d'imposer la hiérarchie des salaires. De plus, toute association politique ou syndicale des stagiaires est interdite. Mai 68 a entraîné la possibilité pour les stagiaires d'être représentés auprès de l'administration (chaque section élit son sien) mais le délégué est souvent désigné par le moniteur ou pas désigné du tout. En aucun cas il ne peut être élu sur des bases de lutte. Pour l'administration ils sont simplement des rouages entre elle et les stagiaires ; et il lui est d'autant plus facile de les intégrer qu'on ne peut maintenir de traditions de luttes (« nous ne sommes là que pour 6 mois »).

Pourtant, si le présent des stagiaires n'est pas rose, leur avenir n'est pas plus assuré : l'emploi à la sortie du centre n'est pas garanti, et pendant 6 mois après leur sortie du centre, jusqu'à validation de leur C.A.P., les anciens stagiaires ne sont pas payés « à leur juste valeur ».

Toutes ces raisons font que des mouvements éclatent, mais isolés dans chaque centre et réprimés par les directions locales.

III. — Le centre F.P.A. de la TREILLE à Marseille

Inauguré il y a 2 ans à grand renfort de publicité dans la presse locale, est isolé dans la lointaine banlieue marseillaise. Il groupe 800 stagiaires dans des bâtiments neufs, dont la moitié, internes, sont logés en chambres de six lits. Il n'y a aucune activité culturelle (à part la télé) pas de ciné-club, pas de discussions organisées. De nombreux stagiaires viennent des quatre coins du département et se trouvent coincés au centre par manque d'argent : en effet, les moins de 18 ans touchent 2,40 F/h et 2,70 F s'ils sont licenciés, les moins de 21 ans touchent 3 F/h et les majeurs ou dégagés des obligations militaires touchent 3,15 F/h.

Le repas coûte 2,50 F, le petit déjeuner 80 centimes, il reste donc aux « préforms » 1,20 F par jour.

Dès le premier trimestre 69, un tract appelle à une réunion des stagiaires pour discuter des conditions de vie : en particulier l'absence d'infirmerie, le manque de terrain de sports et de salle de jeu aménagée, sur la mauvaise qualité de la nourriture. Sur cette base-là sont recueillies 400 signatures de stagiaires. Les stagiaires obtiennent des réunions régulières de délégués hors de la présence du directeur.

La grève de juin 69 :

Elle part d'une éventuelle augmentation du prix des repas. Un travail d'agitation est mené à l'intérieur du centre. Prise de parole dans chaque section pour convoquer les délégués à une A.G. L'interdiction de

cette réunion par le directeur entraîne un arrêt de travail à partir de 13 heures (200 grévistes).

Le directeur à son retour annonce qu'il n'y aura pas d'augmentation des repas et promet la création de l'infirmerie, et d'un centre de loisir.

D'autre part, les délégués obtiennent le droit d'affichage dans le restaurant pour les avis de réunions et de se réunir une fois par mois pendant une heure de travail.

A l'issue de cette entrevue, une soixantaine de stagiaires restent décidés à continuer la grève. Le groupe dirigeant propose une marche sur la ville pour le lendemain matin 8 heures (le centre était à 14 km du centre ville, on voit la difficulté).

Le lendemain matin un piquet de grève des plus réduits, ne peut permettre la continuation de la grève.

Les objectifs de la grève : infirmerie, loisirs, repas.

Mais il y a surtout le problème de la gestion du Restaurant par une entreprise privée Borel (cf. : snacks sur les autoroutes). Lorsque l'on saura que cette entreprise reçoit un million par mois pour gérer le restaurant, alors que le personnel est payé par le centre et que la nourriture est payée par les stagiaires, on peut se demander à quoi sert ce million !

On appelle alors les stagiaires à établir un cahier de revendications. Celui-ci est rédigé sous forme de tract. Il recevra l'approbation de certains moniteurs.

C'est alors qu'intervient l'arrivée d'un nouveau directeur : directeur de combat, il joue sur la carotte et le bâton : d'accord pour l'infirmerie, les loisirs, mais pas d'agitation, surtout pas de droit politique et syndical. Il exigera d'ailleurs d'assister à toutes les réunions de délégués.

L'intervention de la ligue :

Nous sortons un bulletin agitaire spécial F.P.A. : Seul Le Combat Paiera (S.L.C.P.) 5 numéros juin, juillet, août.

A partir des divers problèmes du F.P.A., nous essayons de poser toujours le problème majeur : le droit syndical pour les stagiaires et le droit d'information politique. Nous sommes ainsi intervenus sur le prix des repas en plaçant le problème dans son contexte : celui d'une entreprise qui fait des super-bénéfices grâce à l'administration.

Sur la hiérarchisation des salaires, nous avons, dans chaque bulletin dénoncé ce système, surtout lorsque les stagiaires qui étaient payés au S.M.I.G. SE SONT RETROUVES FIN JUILLET avec une diminution de 15 centimes/heure. S'il n'étaient pas licenciés avant leur entrée au F.P.A.

Malgré les promesses du directeur, l'infirmerie n'a toujours pas été créée. Deux stagiaires blessés au cours de leur travail se sont vu contraints d'aller voir un médecin à plusieurs kilomètres du centre. Nous avons dénoncé cette carence incroyable pour un centre de 800 personnes.

En dernière date, le directeur avait décidé de faire fermer les grilles de l'internat dès minuit ce qui signifie pour les stagiaires l'impossibilité de sortir le soir, Marseille étant trop éloigné pour pouvoir rentrer au centre avant minuit.

Déjà les camarades distribuant S.L.C.P. avaient été interpellés par le directeur, qui cherchait à connaître les stagiaires sympathisants. A la distribution suivante, la police était au rendez-vous. En réponse nous lançons une campagne sur la liberté d'information et d'expression dans le F.P.A. — NON AU F.P.A. CASERNE !

— LIBERTE D'EXPRESSION SYNDICALE ET POLITIQUE A L'INTERIEUR DES F.P.A. !

Le droit syndical apparaît en fait comme la revendication déterminante : les délégués de section ne sont pas les plus combattifs ; d'autre part, seule une section syndicale peut entretenir une tradition de lutte et organiser les stagiaires lors de leur arrivée. On risque sinon d'assister à une suite de grèves sauvages, souvent très dures, parfois payantes, mais dont l'acquis n'est absolument pas garanti. Des mouvements revendicatifs ont eu lieu cette année dans toute une série de centres (Marseille-La Treille, Toulouse-Bordelongue). Il est évident que ce n'est pas au niveau de chaque F.P.A., que la lutte peut être payante, mais au niveau national qu'il importe d'intervenir. **Le problème F.P.A. ne se réduit pas en effet à telle condition de vie dans tel ou tel centre, mais au problème plus général de la formation professionnelle des adultes, du droit de regard des travailleurs sur cette formation.**

Au niveau de Marseille, nous essayons d'intervenir sur tous les F.P.A. de la ville, nous rompre l'isolement des centres et montrer le caractère politique général de leurs problèmes.

Il est nécessaire d'élargir l'expérience et d'avoir une intervention d'ensemble sur le plan national, intervention qui doit porter ses fruits.

— REAJUSTEMENT DES REMUNERATIONS F.P.A. AU S.M.I.G.1 (plus une allocation, pour les charges de famille).

— AMELIORATION DES CONDITIONS D'INTERNAT (infirmerie, buanderie, loisirs).

— CONTRE LE CHOMAGE A LA SORTIE DES CENTRES F.P.A. !

— CONTRE LE F.P.A. CASERNE !

— LIBERTE D'EXPRESSION ET D'ASSOCIATION SYNDICALE ET POLITIQUE A L'INTERIEUR DES CENTRES DE F.P.A. !



Photo A.P.

vents d'est : prague - août 1969

Dans son testament, Ho Chi Minh « croit fermement que les partis et les pays frères s'uniront à nouveau ». En tout cas, aujourd'hui, on en est plus loin que jamais. Pour nous, il n'y a rien de mystérieux : l'unité du mouvement communiste officiel est définitivement brisée parce que la montée révolutionnaire d'après guerre (Yougoslavie, Albanie, Chine puis Cuba et Vietnam) a brisé l'unité de façade imposée par Staline et l'unité réelle ne peut se réaliser que si tous les P.C. adoptent un point de vue commun. Il ne s'agit évidemment pas de texte de résolution (de nombreux essais — infructueux — ont déjà été tentés) mais de savoir, si oui ou non, les directions des P.C. se placent du point de vue des intérêts historiques du prolétariat. Toutes les grandes scissions du mouvement ouvrier (la création de la III^e Internationale) sanctionnent un abandon par le mouvement ouvrier officiel de l'internationalisme prolétarien ; mais l'expérience prouve que cette dégénérescence ne s'arrête jamais à « la défense de sa classe ouvrière nationale » mais à celle de la bureaucratie et de son appareil.

Le national-communiste ? le plus cynique, de ce point de vue, est probablement celui de la direction roumaine : d'un point de vue intérieur, c'est un des régimes les plus policiers qui existe, mais qui arrive à gagner sur une certaine base dans les couches arrières de la population (et elles sont relativement nombreuses !) par un nationalisme exacerbé ; en politique extérieure, la bureaucratie roumaine navigue, et le moins qu'on puisse dire, c'est que c'est sans principe. C'en est même impressionnant : on joue les Chinois et les Albanais contre les Russes, mais on tient quand même à « son indépendance », alors on ne rompt pas avec le Kremlin ; mais pour que les liens qu'on maintient avec son puissant voisin, ne se transforment pas en chaînes à la tchécoslovaquie, on fait accueillir triomphalement Nixon à Bucarest, on développe au maximum le commerce avec les pays de l'Ouest, on renoue ses relations diplomatiques avec Israël, peu importe, si cela suppose la rupture avec tous les pays arabes. En ce qui concerne ce dernier point, il paraît que cette re-reconnaissance d'Israël permettra à la Roumanie d'acheter à très bas prix les armes soviétiques que les israéliens ont pris aux Arabes pendant la guerre des 6 jours et dont ils n'ont que faire. Comme les Russes se font tirer l'oreille pour continuer à approvisionner l'armée roumaine, voilà une source inespérée de pièces de rechange.

Pour la direction maoïste, Brejnev est un révisionniste, Dubcek un « super-révisionniste », mais qu'est alors la direction roumaine ? L'Agence de presse roumaine qualifie l'atmosphère des entretiens entre Chou en Lai et Maurer de « camaraderie ». On attend un démenti...

Quant à l'An I de la « normalisation » à Prague, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'est pas achevée, même si les Russes ont marqué des points politiques assez considérables au sein de la bureaucratie tchécoslovaque elle-même ; nous avons déjà montré qu'elle ne demandait pas mieux, somme toute, que d'être « fermement » convaincue... (Rouge N° 1). Mais comme le dit le président Mao : là où il y a oppression, il y a résistance. Nous publions à ce propos des extraits d'une très intéressante déclaration d'étudiants et de travailleurs qui circulait clandestinement à Prague ce mois d'août.

H.S.

« La résistance ne peut pas se limiter au 21 août et aux jours qui ont suivi ; cette résistance à la politique de terreur de Rusak, terreur qui grandit et enserré tout le pays, doit — en gardant son caractère de masse — s'organiser, se préciser ; chacun de nous doit s'engager dans ce travail ; sinon nous serions privés de perspectives pendant de longues années. C'est pourquoi il faut progressivement élaborer le programme pour votre entreprise, pour votre lieu de travail, parce que c'est à vous qu'il revient de formuler la politique économique future, c'est à vous qu'il revient de disposer de façon unique et absolue des moyens de production sur lesquels vous travaillez instruments, machines, équipements, moyens de transports, terre. Les idées résultant de vos discussions, il faut les écrire, les afficher, les ronéoter si c'est possible, les communiquer aux travailleurs des autres lieux de travail, les diffuser dans les quartiers et communes. Il est de votre droit et devoir de savoir comment fonctionne la direction de votre usine, quelles pressions sont exercées sur elle par les organes supérieurs (les directions de l'entreprise et de consortium, le ministère, l'appareil du parti, etc.), de connaître les prix des matières premières, du matériel, les prix des produits et leur destination. Il est de votre droit et devoir de savoir si vous travaillez pour la consommation ou une autre production ou bien si vous travaillez pour le stock — de savoir quelles pertes découlent des pauses, causées par le mauvais transport du matériel ou bien par le dégoût légitime des travailleurs de travailler. Il est indispensable de savoir quelle rémunération, gratifications, primes, etc., reçoivent les membres de la direction économique. Il est tout simplement de votre droit de réclamer par l'intermédiaire des ZV ROH+, de connaître jusqu'au dernier détail le véritable bilan financier et la gestion de votre entreprise. Ce droit au contrôle ouvrier, prenez vous-même l'initiative de le défendre ; les réalités connues, publiez-les et faites-les connaître à tous les travailleurs car ce n'est qu'ainsi que vous pouvez pénétrer dans la problématique de la gestion d'entreprise pour que vous soyez capables à l'avenir de l'administrer et de la gérer. Il est absolument nécessaire de refuser toute « participation » à la gestion de l'usine et de l'entreprise. Les conseils des travailleurs existants, qui n'ont et dans le système existant ne peuvent même pas avoir d'influence réelle à la gestion économique ne peuvent pas au nom des travailleurs accepter la responsabilité de la politique économique actuelle tendant à un échec total. Ce n'est pas la participation à la gestion, mais le contrôle ouvrier aujourd'hui et la gestion de l'économie par les travailleurs eux-même demain — tel est notre programme après la prise du pouvoir politique par le peuple tchécoslovaque. En même temps il est extrêmement important de se lier aux travailleurs des autres entreprises, aussi bien dans la même branche professionnelle — la même union syndicale — que sur le plan local et cela sans tenir compte de l'appartenance à l'une ou l'autre union syndicale. Si les contacts horizontaux sont interdits au P.C. Tchec., dans les conditions du travail dans le RCH*, vous avez le plein droit à contacter, à échanger les informations et expériences et à vous unir pour coordonner vos actions sans tenir compte de l'appartenance syndicale...

(*) ZV ROM comité d'entreprise de base du ROM Mouvement « Révolutionnaire » des syndicats.

...Nous ne croyons pas au programme d'action du P.C. Tchec. — nous savons qu'il est humain et, qu'il a été écrit dans les meilleures intentions et que nous pouvons être d'accord avec lui sur beaucoup de points ; mais nous nous rendons compte qu'il s'agit d'un programme de l'aile libérale de la direction du P.C. Tchsl. et que ses buts doivent se heurter — et cela, nous l'avons tous vu en août — avec ceux de la bureaucratie internationale, dirigée par les seigneurs du Kremlin. L'invasion d'août a prouvé que ce programme n'est pas valable parce qu'irréalisable. Nous ne croyons plus au système où une direction aussi humaine que celle de Dubcek puisse décider pour les travailleurs sans eux parce que les travailleurs eux-mêmes doivent décider de leur propre sort. Nous ne croyons pas au socialisme dans un seul pays ni que le pouvoir de la bureaucratie puisse être renversé dans une petite Tchécoslovaquie isolée qui dès lors marcherait « par sa propre voie », vers « un socialisme au visage humain », car le socialisme est un et son visage est humain, autrement ce n'est pas le socialisme. Nous ne croyons pas à la neutralité parce que dans le monde où il y a les luttes sociales, nous ne pouvons pas rester neutres comme nous l'étions en 1956.

Ce n'est pas la neutralité, c'est un crime. Nous ne croyons pas à l'aide de l'O.N.U., nous ne croyons pas à la « coexistence pacifique » entre l'impérialisme et les contre-révolutionnaires du Kremlin...

...Mais notre Europe centrale et orientale ne peut pas, elle non plus, être distincte des autres pays — le socialisme implique la solidarité et fraternité des hommes du monde entier. C'est pourquoi nos sympathies vont à ceux qui luttent contre l'oppression et pour la liberté, aux partisans latino-américains, aux étudiants et ouvriers français qui ont présenté en mai 68 aux travailleurs d'Europe occidentale une alternative socialiste de leur avenir, aux Vietnamiens qui luttent contre l'impérialisme américain. Car le monde n'est qu'un et les hommes doivent décider s'ils acceptent l'alternative des MM. Nixon, Brejnev et Franco, c'est-à-dire alternative de la passivité, de la peur et de la non-liberté, ou bien l'alternative de la société libre, socialiste. Nous croyons que le peuple tchécoslovaque occupera dans cette décision l'un des rôles avancés. Notre programme s'affinera sans cesse ; les tensions et contradictions dans nos pays, à savoir entre la classe ouvrière, intelligentsia, étudiants et paysans d'un côté et bureaucratie, dirigée par la direction promoscovite, d'un autre côté devant s'aggraver, auront certainement une influence dans ce perfectionnement du programme. C'est ainsi que nous comprenons le point de vue de classe dans cette période historique...

LIS, COPIES, FAIS PASSER...

Prague - Août 69.

grèce

LA DICTATURE MILITAIRE ISOLEE COMME JAMAIS

La dictature militaire a déjà 2 ans. Les manifestations et les déclarations des colonels ne peuvent pas cacher le fait qu'aujourd'hui la dictature est plus isolée qu'à ses débuts. Et il ne pourrait pas en être autrement. Tout le peuple se trouve sous la botte de la dictature, privé de ses libertés démocratiques les plus élémentaires, écrasé par les impôts, la super-exploitation et la super-oppression. Des milliers de militants se trouvent encore dans les prisons...

Pendant que le grand capital (autochtone et étranger) se frotte les mains pour les conditions idéales d'exploitation de la force prolétarienne et des ressources du pays (conditions assurées par la dictature), les conditions de vie des masses ouvrières et paysannes deviennent de plus en plus dramatiques : le chômage a pris des extensions énormes, l'émigration (recherche de travail à l'étranger) a augmenté de 20 % en 1968 (par rapport à 1967), manque de débouchés pour les jeunes sortant de l'enseignement moyen, le coût de la vie est en augmentation, les taxations multiformes écrasent chaque travailleur ou artisan.

Au niveau de l'enseignement, l'obscurantisme à l'extrême provoque l'indignation de certains enseignants, des parents, des élèves et des étudiants...

Tôt ou tard, ces sentiments d'indignation, d'hostilité et de haine du peuple trouveront, avec l'une ou l'autre occasion, une issue vers des manifestations plus énergiques.

...Ni l'impérialisme américain, ni le grand capital indigène, ni la caste militaire ne pourront empêcher l'effondrement de la dictature, à partir du moment où les ouvriers et les autres masses ouvrières descendront dans l'arène de la lutte de classes. Ces luttes inévitables de demain, il faut les bâtir sur des bases solides, les orienter correctement.

Incorrigibles comme toujours, l'« Aube », de l'E.D.A., et les deux « Rizospastis », des deux tendances du C.C.G., parlent pour le « Front Patriotique » de la formation d'un gouvernement « composé de tous les parus » qui conduira au « changement démocratique national » c. à d. à la collaboration avec les bourreaux d'hier, les fraudeurs d'aujourd'hui et les bourreaux de demain à nouveau.

Ici, il y a DANGER - MORT !

Nous proclamons la voie socialiste pour sortir de la crise : Comités d'action anti-dictatoriale, front de classe entre les ouvriers, les paysans et les étudiants (front qui est en même temps anti-capitaliste et anti-impérialiste), Assemblée Nationale Constituante, gouvernement ouvrier appuyé sur des conseils.

PROCES ET CONDAMNATIONS DES TROTSKYSTES DANS LES TRIBUNAUX D'ATHENES

Les procès dans les tribunaux militaires continuent à être, deux ans après l'imposition de la dictature, un phénomène quotidien. Des militants de tous les courants politiques, des pro-royalistes et des partisans de Karamanlis, jusqu'à l'extrême gauche trotskyste, sont conduits aux tribunaux extraordinaires, pour être condamnés à de lourdes peines.

Le 20-21 a eu lieu le procès des militants trotskystes Panagioti Douma, Theo Thomadakis, Papadopoulos, Elène Doumas, Anna Karouta (des ouvriers) et Korovesi, Gragoudaki (des étudiants).

Accusations : non-observation de la loi 509-1947, indiscipline aux ordres du pouvoir de police concernant la distribution des tracts, édition et diffusion de l'organe « Spartacus » de l'organisation des communistes internationalistes de Grèce.

Les accusés Thomadakis, Doumas ont défendu avec courage et d'une façon exemplaire leurs principes idéologiques, en déclarant qu'ils sont trotskystes, partisans de la IV^e Internationale, militants de la révolution socialiste prolétarienne et adversaires de la dictature militaire. Ils ont dénoncé également (malgré les interdictions du tribunal) les tortures infligées dans les locaux de la Sécurité. Le tribunal militaire a interrompu ses travaux le lundi 20 mai, à la suite de deux explosions de bombes à la place de la Constitution. Le mardi, à midi, le tribunal se prononça : Prison à vie pour les accusés Thomadakis, Doumas, Papadopoulos. Les autres, à des peines de 18, 8 et 2 ans de prison.

Le 24 mai, dans le même tribunal militaire, eut lieu le procès d'un autre groupe, avec comme accusés les ouvriers L. Nice, T. Gorgian, Iconomidou ; accusation : diffusion des tracts des « Comités démocratiques de résistance » et du « Mouvement de groupes de résistance » ayant comme titre « Peuple » et « Action ».

Les trois accusés ont observé une attitude exemplaire en dénonçant la dictature et en affirmant leurs convictions idéologiques et politiques (... trotskystes, partisans de la IV^e Internationale...). Les peines ont été les mêmes : prison à vie, 20, ... ans de prison.

Ces innombrables procès et ces lourdes condamnations témoignent mieux que toute autre chose :

- la forme du régime des colonels : dictature militaire pure et simple,
- l'abîme entre elle et le peuple,
- l'action énergique contre la dictature, de l'avant-garde qui exprime non seulement l'hostilité du peuple, mais qui annonce les mobilisations futures et grandissantes des masses populaires pour le renversement de la dictature du 21 avril.

(Extraits du journal clandestin de la Section Grecque de la IV^e Internationale).

témoin aux enchères

L'écrivain soviétique Anatoli Kouznetsov est venu chercher asile en Angleterre. Les lettres qu'il a adressées au gouvernement de Moscou, au parti communiste et à l'Union des Ecrivains Soviétiques, ainsi que ses déclarations, ont été reprises et largement diffusées par la presse bourgeoise. Cela se comprend :

...Pour Kouznetsov, la vie de l'écrivain en U.R.S.S. est une vie intenable : toute liberté de création artistique est étouffée, la censure est omniprésente et l'écrivain ne peut écrire que ce dont le gouvernement a momentanément besoin ; aussi, après des années d'humiliations, le « camarade » Anatoli a-t-il profité d'une occasion pour filer « à l'anglaise » : il vient en Occident pour écrire, dit-il, librement et ne plus être soumis à la dictature. Il n'est pas le premier à faire ce calcul, mais il en rajoute : le marxisme serait une formule rigide, une doctrine inhumaine ayant abouti à une société inhumaine, un mythe dépassé...

La profondeur de vue est remarquable. En disant cela, Kouznetsov ne montre pas seulement le bout de l'oreille : il définit parfaitement la couche sociale à laquelle il appartient lui-même : l'intelligentsia au service du pouvoir.

La situation de l'écrivain en U.R.S.S., telle que la décrit le nouvel émigré, est tout à fait exacte. Aucun problème là dessus. La société soviétique n'est pas une société socialiste, mais une société répressive où le pouvoir appartient à une petite minorité. Soit se contenter de telles constatations sans chercher à en découvrir les causes est déjà remarquablement naïf de la part d'un intellectuel, quel qu'il soit. Mais en déduire comme conséquences la faillite du marxisme et l'assimilation du stalinisme au léninisme relève d'une culture réactionnaire, propre à satisfaire la presse de la grande bourgeoisie.

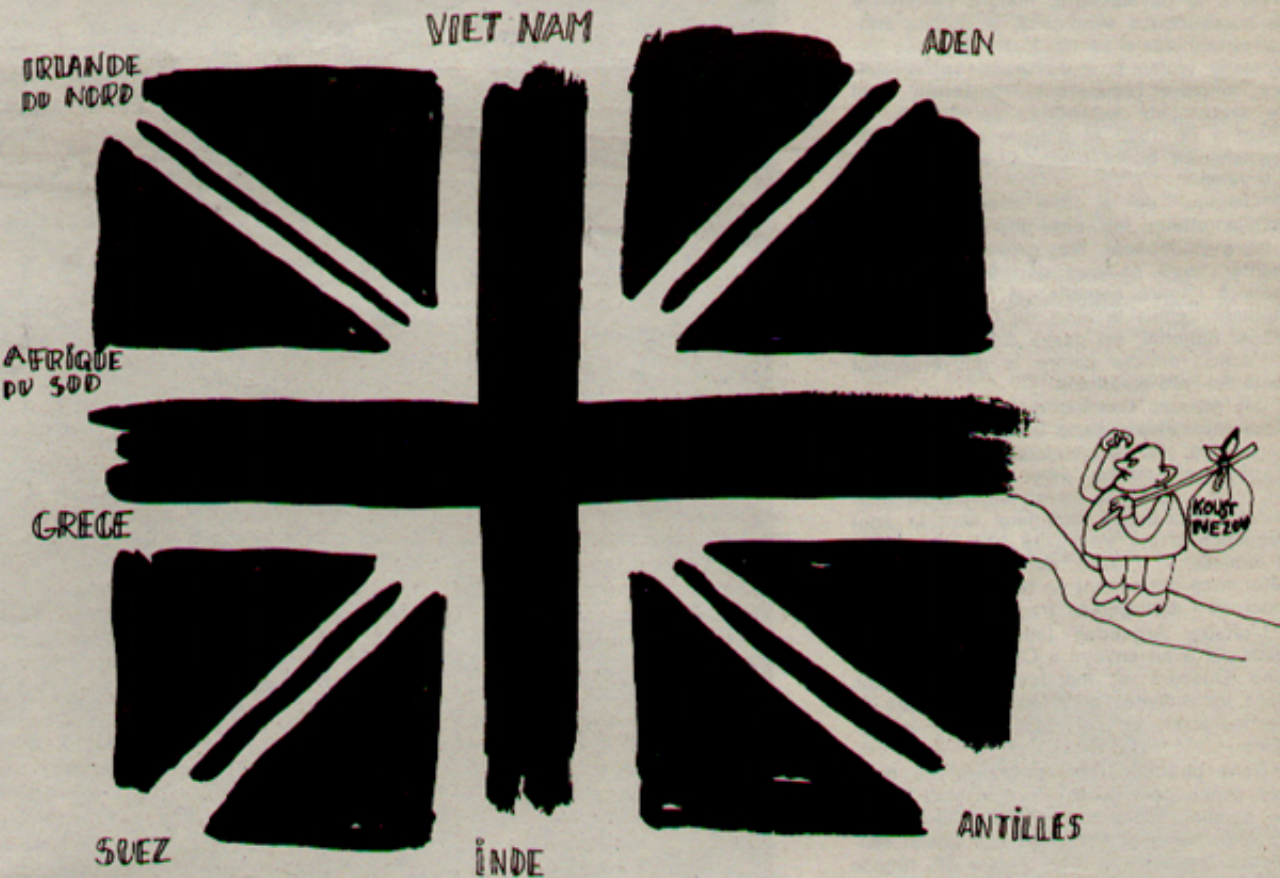
Kouznetsov n'est pas le premier à accuser le régime de Moscou ni à le fuir. Des révolutionnaires l'ont fait avant lui, et leurs accusations étaient certes plus violentes : la bureaucratie a usurpé le pouvoir politique conquis par la classe ouvrière en 1917, opérant pour cela la contre-révolution la plus sanglante de l'histoire (plusieurs dizaines de millions de

morts) et accordant, par le biais de la trahison de la III^e Internationale, un surris inespéré à la bourgeoisie mondiale. L'établissement de la terreur à Moscou n'a pas été le fait du parti bolchevik, mais a, au contraire, nécessité son anéantissement. Pour maintenir son pouvoir, la bureaucratie a besoin d'un régime policier aussi bien que de la mise au pas de tous les intellectuels russes ; seule, une révolution politique violente menée par la classe ouvrière abattra le régime bureaucratique et permettra l'avènement d'une démocratie socialiste, le retour au régime politique des années 1917.

Cela, un certain nombre d'écrivains soviétiques, sans l'accepter totalement commencent à le découvrir. La plupart crouissent dans des camps de concentration.

Cela Kouznetsov l'ignore. Autour de la bureaucratie gravite une couche d'intellectuels parvenus dont la tâche est d'encenser le régime, et qui, vivant de ses miettes : ils n'ont aucune autre idéologie que l'idéologie des privilégiés. Kouznetsov est de ceux là. Il n'a pas fui sa soumission au régime mais les contradictions internes de celui-ci, qui rendent aléatoires la « sérénité » de l'écrivain. Il débarque en occident, parvenu privilégié, ayant fui l'instabilité de l'U.R.S.S., sûr de trouver argent et notoriété dans le paradis du capitalisme à condition de dire ce que l'on attend de lui. Prêt à se soumettre à nouveau, d'une nouvelle manière : il a rampé des années dans le réalisme socialiste, sans élever la voix ; il va maintenant s'ébrouer dans la beauté de l'Art, reniant allègrement tout son passé, serein, les yeux fermés à toutes sollicitations « dépassées » comme l'exploitation capitaliste ou la guerre du Vietnam. Vendu hier, vendu aujourd'hui, Kouznetsov n'a fait que changer de maître.

Un véritable intellectuel soviétique, obligé de fuir son pays, l'aurait fait pour rejoindre le combat de la classe ouvrière. Mais chaque régime a les idéologies qu'il mérite : cadeau involontaire de la bureaucratie à la classe bourgeoise, on ne sait de laquelle des deux Kouznetsov est la plus répugnante image.



au vietnam : crosse en l'air

« Je suis désolé, Sir, mais mes hommes refusent de bouger. Nous ne pouvons partir d'ici. » Cette courte déclaration d'un jeune commandant de compagnie au Vietnam en dit plus long que des volumes sur le moral des conscrits américains engagés en Asie.

La « mutinerie », éclatée dans la vallée de Song Chang, le 24 août, ne dura qu'une heure. Mais la presse, aux U.S.A., en a parlé très longtemps. Le 27 août, l'édition du dimanche du « New York Times » lui était consacré.

Son auteur explique : « Nixon a été préoccupé à la fois de la révolte des électeurs contre la continuation de la guerre et de celle des généraux humiliés par un désengagement trop rapide ; maintenant, il doit aussi prendre en considération la possibilité d'une révolte des soldats eux-mêmes s'ils risquent leur vie dans une guerre qu'il a décidé de terminer de toute façon. »

Il est faux que Nixon songe sérieusement à terminer la guerre. En fait, il cherche à gagner du temps en limitant les dégâts : c'est la signification profonde de

ses manœuvres de « paix » et de ses discours sur le retrait des troupes. Il n'en reste pas moins qu'en faisant se développer des espoirs de paix, Nixon prépare des réactions explosives non seulement en Amérique, mais parmi les combattants eux-mêmes.

Pour diminuer l'impact de la mutinerie, la presse a laissé entendre que de tels incidents sont courants au Vietnam. C'est une manœuvre surprenante : elle démontre que la mutinerie n'est pas un accident isolé mais s'intègre parfaitement à l'évolution de la guerre. Le point de rupture est atteint, aussi bien pour l'ensemble de la politique américaine qu'il le fut pour les hommes de la compagnie A. Nixon annonce de nouveaux retraits de troupes avant la rentrée scolaire, dans le but évident d'atténuer les sentiments anti-guerre dans la jeunesse et de couper l'herbe sous le pied aux organisateurs de la marche géante sur Washington prévue pour le 15 novembre. La réussite prévisible de cette manifestation l'obligera à passer des discours à la réalité.

bolivie : ils retournent dans les montagnes

lettre de la paz

Deux ans après la mort de Che Guevara, Inti Peredo, l'un des rescapés de la guérilla de 1967, a proclamé la décision de l'ELN. (Armée de Libération Nationale), de reprendre la lutte de guérilla, de continuer la lutte « qui sera longue et cruelle et plus violente encore qu'en 1967 » pour « libérer la Bolivie et le continent de l'oppression. Cette déclaration est d'autant plus significative qu'elle fait suite à une vague d'arrestations de militants révolutionnaires accusés de préparer la « subversion » du régime, et dont nous faisons état dans l'article ci-dessous.

Le régime bolivien, issu d'un coup d'état militaire en 1964 est en pleine décomposition. De tout le continent latino-américain, la Bolivie (5 millions d'habitants) est depuis plusieurs années un des pays où la crise économique, sociale et politique sévit avec le plus d'ampleur. Cette situation est d'autant plus préoccupante pour les Etats-Unis et les oligarchies latino-américaines à leur solde que la Bolivie occupe au cœur de l'Amérique Latine une position stratégique clé (frontières communes avec le Brésil, le Paraguay, l'Argentine, le Chili, le Pérou). Qui n'était pas étrangère à la décision du Che de commencer d'abord la lutte armée dans ce pays pour en faire un foyer de lutte à l'échelle continentale.

Producteur d'étain, de pétrole, de zinc, le pays devrait tirer de ses richesses minières des ressources colossales. Dominée et exploitée par les grands trusts américains, la Bolivie est en permanence au bord de la faillite.

Alors que la Gulf Oil Company avait à la suite d'une exploitation de quelques mois en 1967 exporté de Bolivie 46 millions de dollars de bénéfice net, le budget du pays pour cette même année accusait un déficit de 12 millions de dollars.

Depuis 10 ans les salaires sont bloqués, le salaire minimum est de 205 pesos boliviens par mois (environ 90 francs français).

Dans les mines, transformées en camps de concentration, les salaires des mineurs ont été amputés de 50 %. Pour « nationaliser » le travail on a licencié par milliers les mineurs et augmenté la production. Pour faire respecter l'ordre, l'armée, la garde nationale et les mouchards à la solde des patrons montent la garde et contrôlent les mineurs.

Dans la paysannerie, malgré l'existence de bureaucraties syndicales, la révolte anti-gouvernementale se manifeste par des explosions violentes : de grands propriétaires fonciers récupèrent les terres dont ils avaient été expropriés pendant la révolution de 1952 et chaque année 70.000 paysans en quête d'emploi émigrent vers les villes.

L'ampleur de la crise sociale est telle qu'elle atteint les enseignants (les instituteurs multiplient les grèves pour augmenter leurs salaires de 200 francs par mois à l'heure actuelle) et le mouvement étudiant depuis la mort du Che, proclamé leader national, est passé dans sa majorité à l'action directe contre le gouvernement fantoche pro-américain.

Les classes dominantes seraient aujourd'hui incapables, sans le soutien de l'impérialisme, de se maintenir au pouvoir. L'armée elle-même, pilier du régime est en crise : rivalités intestines, jeunes militaires nationalistes ambitieux sont la conséquence d'une instabilité chronique face à laquelle il n'existe aucune issue légale réformatrice permettant un retour à une « démocratie » bourgeoise traditionnelle.

L'affaire Arguedas (ministre de l'Intérieur qui avait envoyé à Cuba le journal de Che Guevara et manifestement impliqué dans les activités de guérilla) a achevé de déconsidérer, et de désarçonner le régime.

Sans direction, spontanément, les masses descendent dans la rue et sont prêtes au combat. Mais ces manifestations inorganisées se heurtent à une répression sanglante. La lutte armée contre le régime est une nécessité dont les mineurs et les étudiants sont de plus en plus conscients. Mais cette lutte impliquera très vite une intervention américaine et suppose une mobilisation organisée de la paysannerie, des mineurs et de la classe ouvrière, des étudiants. C'est manifestement aujourd'hui la perspective de l'ELN, appuyée par le P.O.R. (Parti Ouvrier Révolutionnaire, section bolivienne de la IV^e Internationale). C'est au cours de ces préparatifs qu'un certain nombre d'arrestations dont nous faisons état, ont eu lieu : le gouvernement a amplifié l'importance de l'opération qui a frappé durement les militants de l'ELN, et du P.O.R., pour déclencher et justifier une répression massive.

Mais pour l'ELN, et le P.O.R, les perspectives restent les mêmes : contrairement aux atermoiements de la gauche légaliste et respectueuse, parti communiste pro-soviétique inclus, qui croient encore à une solution pacifique et parlementaire, ils ont compris la nécessité de s'armer face à la dictature militaire.

Vive la lutte des révolutionnaires boliviens !



Le matin du 14 juillet a marqué la reprise de l'activité de lutte armée : un traître qui avait contribué par sa délation à l'échec de la guérilla de Che Guevara a été châtié. L'équipe de combattants qui a exécuté dans la ville de Santa Cruz Honorato Rojas a diffusé des tracts expliquant la signification de l'action entreprise. Rojas, qui au début avait participé à la guérilla du Che, avait préparé en accord avec les forces de répression l'embuscade de Vado del Yeso, où tombèrent Tania et dix autres guérilleros, premier coup dur subi par la guérilla. Rojas avait reçu comme prix de sa trahison une décoration militaire et une ferme à quatre kilomètres de Santa Cruz, où il fut exécuté.

Dans la même journée vers minuit, une autre équipe de combattants se heurtait à des forces de police (DIC). Quelques heures plus tard, à l'aube du 15 juillet, des policiers armés et des militaires encerclaient et attaquaient une maison située dans la calle Lanza, à Cochabamba, où se trouvaient Enrique Ortega (Victor Guerra) et Rita Emilia Valdivia (Maya). Les deux militants se défendaient avec une décision extrême jusqu'à l'épuisement des cartouches de leurs revolvers. Maya tombait dans le combat tandis que Victor, sérieusement blessé, tombait aux mains de la police. D'après les renseignements des journaux boliviens, qui des semaines durant ont donné un très grand relief aux événements dont nous parlons, la maison attaquée était un siège clandestin de l'ELN et la police y trouva des documents importants.

Victor Guerra était ingénieur en géologie et avait travaillé jusqu'à une époque récente à l'Institut Bolivien de Géologie, lié au ministère des Mines et du Pétrole. Maya, encore très jeune — elle n'avait que 23 ans — était peintre et avait fait des études en Europe. Sa dépouille mortelle, transférée d'abord à la morgue de l'hôpital, fut ensuite retirée par le DIC qui l'enterra en cachette, par peur de manifestations d'étudiants et de protestations publiques.

A partir du heurt de Cochabamba et de la chute de Victor et Maya, le gouvernement prenait très rapidement une série d'initiatives. Concrètement, il s'agissait d'arrestations en chaîne dans tout le pays et de la confiscation de dépôts d'armes et de munitions appartenant à l'ELN et au P.O.R, les deux organisations accusées d'être en train de préparer la guérilla et contre qui était lancée la répression.

Le 15 juillet dans l'après-midi, toujours à Cochabamba, étaient arrêtés, après un combat de rue, Antonio Moreno (Braulio) et Victor Cordova (Huascar). Transportés en avion à La Paz, les deux militants étaient présentés à la presse et accusés d'avoir organisé des actions à Santa Cruz, à Cochabamba et à La Paz. Devant les journalistes ils déclaraient ouvertement être membres du P.O.R et de la Quatrième Internationale, reconnaître comme dirigeant de leur parti Hugo Gonzalez Moscosa (1), accepter les conceptions de Che Guevara sur la lutte armée et soutenir Inti Peredo et l'ELN. On arrête également Mario Bustamente et Beatriz Guardia, accusés de liaison avec Braulio. Beatriz est torturée, affirme être militante de l'ELN et déclare qu'elle ne dira absolument rien, même si on la tue. (Beatriz est âgée de 18 ans et elle est étudiante en Economie).

(1) Dirigeant du P.O.R.

José Antonio Moreno (Braulio) a travaillé dans les chemins de fer et fut plus tard étudiant en philosophie. Il est accusé d'être instructeur de guérilla. Victor Cordova est un dirigeant paysan, qui parle kechua et aymara (2) et qui est lié aussi aux mines. Les frères Campos sont étudiants en droit.

Dans la ville de Oruro, sont arrêtés deux frères, Felipe et Elio Vasquez. Avant d'être jeté dans les cachots de police, Felipe est amené avec sa femme et ses trois enfants en dehors de la ville, déshabillé et fustigé. Ensuite, il est transféré à demi-mort à La Paz. Les deux frères sont accusés d'avoir été chargés d'organiser des activités terroristes dans les mines et d'avoir recruté des mineurs pour leur donner une instruction militaire.

Felipe Vasquez est un mineur, ancien dirigeant syndical de Huanuni, fondateur et dirigeant des syndicats clandestins depuis l'occupation militaire des mines. Elio Vasquez est lui aussi mineur, ancien dirigeant du syndicat de Catavi ; il était à la tête de la bataille des mineurs contre l'armée à Sora Sora les derniers jours du régime de Paz Estenssoro. Aussi bien Felipe que Elio sont très connus en tant que dirigeants mineurs du POR et membres de la IV^e Internationale.

A Oruro tombent aussi sous les coups de la répression Bertna Porcel, professeur à l'Université et militante du POR, et King Palenque, employé à l'Université, tandis que sont accusés d'aider la guérilla Vasquez Benigno Ojeda, militant du POR et secrétaire général de la Fédération Universitaire et le professeur universitaire Felipe Iniguez, d'orientation communiste pro-soviétique. Celui-ci rejette comme fausse les accusations : Ojeda réussit à échapper.

A La Paz, la répression a été encore plus violente et des centaines de policiers en civil et en uniforme ont été mobilisés. Les militants du POR Tomas Chambi, dirigeant paysan aymara, de la province de Camacho, Anselmo Herrera Lopez, dirigeant de la jeunesse de Huanuni, Gabriel Guzman Illanes, dirigeant des cheminots dont les conditions de santé sont très mauvaises, Cecilio Alcon et Victor Alcon, étudiants qui sont accusés d'être chargés d'organiser un « laboratoire spécial » pour la préparation de bombes (time-bomb), de bombes incendiaires et d'autres explosifs, ont été arrêtés, ainsi que les étudiants Alberto Romano et José Unzategui, le peintre Luis Zilveti (qui réussit à s'enfuir et se réfugier à l'Ambassade de l'Ecuador grâce à l'aide du directeur du quotidien de La Paz, El diario), un haut fonctionnaire de la Comibol, Gonzalo Oroza Bellido, le doyen adjoint de la Faculté des Ingénieurs Industriels, Jorge Schutt, et la femme de Oroza, Tertu Tuulikki, de nationalité finlandaise. On a annoncé aussi l'arrestation d'un Argentin nommé Trucco, de deux Français dont les noms n'ont pas été communiqués jusqu'ici.

Malgré la persécution farouche et l'utilisation d'un grand nombre de forces de répression, le gouvernement n'a pas réussi à arrêter les principaux dirigeants. Hugo Gonzalez Moscoso, secrétaire du POR, a été recherché activement, mais il n'a pas été trouvé. La police a fait irruption dans la maison de certains membres de sa famille dans le quartier de Miraflores et dans son appartement de Avenida de Montes, qui, selon le ministre de l'Intérieur, était un centre d'instruction militaire. Les policiers, à qui la proie avait échappé, se sont vengés à leur façon : ils détruisaient ou emportaient tout ce qu'ils avaient trouvé dans l'appartement de l'Avenida Montes : meubles, livres, lits, objets de la cuisine, plats, verres, vêtements, tableaux, etc. Ceci a été dénoncé courageusement par la femme de Gonzalez et par le Comité des Droits Humains, qui est présidé par le prêtre Prats. Une vingtaine de policiers armés et masqués pour ne pas être reconnus ont participé à l'opération. Les membres de famille de Gonzalez ont été traités brutalement et on leur a communiqué que le dirigeant du POR, si on le trouve, sera « envoyé discuter avec Saint Pierre ».

Tous les prisonniers sont au secret et sous contrôle très strict. Victor Guerra, qui pourtant est sérieusement blessé, est encerclé dans sa chambre d'hôpital par une vingtaine de policiers et de soldats. Les autres, d'après les membres de leur famille, ont été sauvagement torturés par les méthodes les plus diverses (courant électrique, coups aux testicules, suffocation, etc.). Le gouvernement conteste bien entendu cette version.

D'après la police et la presse, sept dépôts particulièrement bien fournis ont été découverts. Il s'agit d'armes, de munitions, d'hamacs, de havresacs, d'appareils photographiques, de médicaments, d'instruments de chirurgie, etc.

Le gouvernement s'efforce de donner l'impression qu'il a réussi à écraser une entreprise de guérilla urbaine. Pour sa part, Victor Guerra, a déclaré de son lit d'hôpital que l'ELN était en train de préparer une guérilla rurale, et qu'il n'était pas favorable à la guérilla urbaine, qui était organisée par d'autres groupes. Malgré la mort de Maya — qui d'après certaines versions aurait demandé à son camarade de la tuer avant l'arrestation — et sa propre arrestation, il a déclaré comme Antonio Morano, que la lutte continuait.

Les commentaires qui circulent dans les milieux de la presse et notamment dans les milieux politiques de gauche peuvent se synthétiser ainsi : le gouvernement a effectivement donné un coup au mouvement révolutionnaire, mais il exagère dans le but de justifier des mesures de répression généralisées. Des milieux militaires en particulier — entres autres, le groupe autour de Ovando — ont intérêt à monter l'affaire pour justifier à l'avance un coup militaire éventuel.

De l'avis général, le mouvement révolutionnaire est loin d'être détruit et continue à se préparer. Le passif le plus lourd pour les combattants semble être l'arrestation de certains militants et la perte de quantités importantes de matériel précieux qu'il sera difficile de remplacer rapidement sans une très large solidarité du peuple bolivien et des mouvements révolutionnaires du monde entier.

Quant aux prises de positions des organisations ou mouvements de gauche le PC pro-soviétique a réitéré son orientation hostile à la lutte armée et à la guérilla. Le groupe Lora, ex-trotskyste, a publié un communiqué, signé par Lora lui-même, qu'il rejette toute responsabilité en cette affaire et se prononce contre le « terrorisme et la guérilla ». Le PC pro-chinois a saisi l'occasion pour dénoncer un complot impérialiste qui aurait pour but d'assassiner son principal dirigeant Oscar Zamora (pourtant, il n'y a pas de chinois parmi les arrêtés). Des voix en faveur de la guérilla se sont levées dans les milieux de la jeunesse social-chrétienne et chez les camillistes (partisans de Camillo Torres, prêtre guérillero assassiné). Les Fédérations Universitaires de La Paz, Oruro et Cochabamba ont condamné les tortures contre les prisonniers, dont elles ont demandé la libération. Elles ont demandé aussi que les procès éventuels se déroulent devant la justice ordinaire. La même attitude a été prise par le Comité de Défense des Droits Humains, qui veut organiser une campagne à l'échelle mondiale. L'ELN et le POR n'ont fait aucune déclaration officielle sur les arrestations.

Il semble que le POR ait l'intention de commencer dans les milieux ouvriers, paysans et étudiants une campagne de solidarité avec les emprisonnés, une campagne qui (3), étant donné les liaisons internationales dont le parti jouit, devrait acquérir l'ampleur acquise par la campagne en faveur de Hugo Blanco et par celle pour Régis Debray.

La Paz, août 1969.

(2) Dialectes indiens.

(3) Dès que nous serons en mesure de le faire Rouge déclenchera une vaste campagne de solidarité politique et matérielle avec les militants révolutionnaires.

brésil : les révolutionnaires les gorilles et l'ambassadeur

Photo A.P.



L'« action retentissante » qu'avait annoncé sur les ondes un commando de l'A.L.N., en même temps que la prochaine reprise de la guérilla rurale qui avait pris d'assaut la tour de transmission de l'émetteur « Radio Sao Paulo » le 15 août dernier, s'est effectivement réalisée.

Ce jeudi 5 septembre à 13 h. 50 l'ambassadeur US Burke Elbrick était enlevé au cœur de Sao Paulo par un commando qui signait son action « ALN » et « MR 8 » et exigeait la libération de quinze détenus politiques soigneusement choisis en échange de la remise en liberté de l'ambassadeur yankee.

Au-delà de l'audace et de la perfection technique de l'enlèvement, cette action s'inscrit dans un cadre politique qui lui donne une portée énorme, surtout quand on considère les effectifs militants très limités engagés dans l'action même.

Un groupe révolutionnaire est parvenu à accentuer la crise de la dictature militaire issue du coup d'Etat « gorille » de 1964 dont la légitimité est de plus en plus contestée y compris dans des secteurs de la bourgeoisie, de l'église et même de l'armée. Les prétentions des cadres supérieurs de l'armée à se substituer aux partis bourgeois « classiques », incapables de promouvoir les institutions capables d'enrayer la dégradation de la situation économique et la montée des masses à l'assaut du système avait imposé une certaine apathie aux masses après les mobilisations considérables des années 63-64. Aux protestations des intellectuels de l'année 65 ont succédé les explosions étudiantes de 66 et 67 tandis que l'année 68 voyait enfin les masses urbaines revenir sur le devant de la scène politique (2).

Le régime militaire n'a pas réussi à se stabiliser ni à asseoir son autorité devant les coups qui lui ont été portés et c'est dans le sens d'une répression de plus en plus féroce que s'orientent les différentes équipes militaires successivement arrivées au pouvoir.

La capacité à museler la corruption, l'accroissement du chômage, la baisse absolue des salaires, personne ne l'attribue plus à la clique militaire parvenue au pouvoir en remplacement du vieux maréchal Costa e Silva, défaillant ; elle n'a même eu le bénéfice de quelques jours ou quelques semaines pour faire la démonstration de son impuissance, le surlendemain de son installation une gifle retentissante lui était infligée qui accroît encore plus, si besoin était, le discrédit du régime.

L'action du commando révolutionnaire sonne la fin de l'équilibre provisoire au sein des différentes factions

des Forces Armées. Aujourd'hui, les contradictions entre les intérêts « créés » des USA et l'autorité des militaires, entre les différents secteurs de l'Armée, entre différents groupes de bourgeoisie pose le problème de l'orientation politique et de l'équipe gouvernementale capable de satisfaire à la fois l'impérialisme, les différents clans de l'Armée et la grande bourgeoisie, la solution ne s'en annonce pas très aisée.

Par ailleurs, cette action qui fait suite à un nombre tout à fait considérable d'actions armées, expropriation de banques, vols d'armes, attentats contre des locaux symboles de réaction, renforce l'idée de la possibilité de lutter pour abattre le pouvoir des militaires. C'est la portée décisive de cette action qu'il convient de souligner, elle accroît globalement la volonté de lutte des masses populaires elle est la démonstration que même avec des forces réduites l'avant-garde brésilienne peut obliger le régime à mettre sur la défensive, elle fait démonstration pratique qu'il est possible de prendre l'initiative politique contre l'impérialisme et ses laquais nationaux.

Enfin cette action pose le problème de son prolongement au niveau du mouvement des masses et c'est là que des problèmes majeurs à résoudre pour les groupes d'avant-garde du Brésil et dans plusieurs autres pays à savoir : comment combiner des actions spectaculaires, exemplaires et fonction surtout propagandiste avec des formes de luttes et d'organisations spécifiques pour un mouvement de masse, en lui fournissant des tâches et des objectifs qui lui permettent de progresser du point de vue politique et du point de vue de l'organisation sans s'exposer par trop à la répression. C'est dans le cadre de cette recherche des voies de l'organisation des masses qu'on peut relever des actions de propagande-armée, des meetings-éclairs aux portes de certaines usines comme celles de Volkswagen dernièrement à Sao Paulo.

Cependant la marge de manœuvre des milieux dirigeants ne sera vraiment réduite à peu de chose que lorsque l'avant-garde révolutionnaire brésilienne aura résolu à la fois les problèmes de structuration des masses en lutte et l'implantation de la guérilla dans les campagnes.

TOUSSAINT.

(1) A.L.N. Action de Libération Nationale, le dirigeant est Carlos Marighella, ancien chef du P.C.

(2) Voir « Rouge » n° 3 : « Lettre d'un communiste brésilien, membre du P.O.C. »



Photo A.P.

les troupes britanniques hors d'Irlande !

Une campagne de presse sans précédent a permis de déformer le sens réel des récents événements en Irlande : les troubles viendraient de différences religieuses, les manifestants seraient des extrémistes des deux bords, et le seul désir du gouvernement anglais serait de ramener le calme dans le pays...

Il y a bien peu de vrai là-dedans : la bigoterie religieuse joue son rôle, mais elle est entretenue par le pouvoir que l'impérialisme anglais maintient depuis 50 ans à Belfast, et nourrie par le chômage, la misère, les conditions de vie terribles de la population du Nord.

En fait, la division catholiques - protestants n'est pas naturelle à l'Irlande, mais y a été introduite par les envahisseurs anglais : une longue guerre d'extermination a été menée contre les indigènes Celtes, suivie d'une guerre religieuse où des protestants anglais et écossais ont été installés, principalement dans le Nord, dès 1609 (Ce sont les faits marquants de cette conquête coloniale que les protestants de l'Ulster fêtent chaque année en cherchant délibérément la provocation). Le catholicisme s'est développé, en réaction, de façon tout aussi peu naturelle : persécutée en tant que telle, la majorité des Irlandais s'est trouvée rapprochée, désespérément fidèle à une idéologie réactionnaire et à une hiérarchie ecclésiastique freinant ses luttes de Libération Nationale. La division religieuse a été et reste utilisée par la classe dirigeante anglaise et par ses alliés, les classes moyennes, de l'un ou l'autre bord, pour dévoyer les explosions de colère du peuple irlandais : l'ennemi n'est pas la division religieuse en elle-même, mais la classe sociale qui l'utilise...

Mis face à un très fort mouvement d'indépendance pendant la première guerre mondiale, l'impérialisme anglais a créé, comme à son habitude (Inde, Chypre, Palestine), artificiellement, l'Etat Policier d'Irlande du

Nord (Ulster) accordant l'indépendance politique au Sud. La séparation de l'Irlande présentait deux avantages pour l'impérialisme. En séparant le nord-est industrialisé du sud et de l'ouest agricoles, il bloquait toute possibilité d'indépendance économique du pays. En créant un état catholique au Sud et un état protestant au Nord, en y maintenant la non-laïcité de l'Etat, il préservait une base certaine de conservatisme dans les 2 Irlandes.

Cet état de choses (sous développement économique, émigration massive, misère, colonisation par les capitaux étrangers, gouvernement catholique bourgeois au Sud, Etat policier protestant au Nord) a été ébranlé par la nouvelle montée de la révolution mondiale et l'apparition d'une direction radicalisée au sein de la jeunesse du Nord. Cette nouvelle avant-garde (groupe « People's Democracy » et « Civil Rights Association ») est la force politique qui permet d'unir la classe ouvrière catholique surexploitée avec les sections les plus éclairées de la communauté protestante, dans la lutte pour les droits démocratiques et les réformes sociales. Dans le contexte d'un état basé **uniquement** sur la répression, cette lutte devait déboucher rapidement sur un développement révolutionnaire.

Les dirigeants de l'Ulster, qui jouent sur les préjugés religieux, ne sont pas dangereux, et ne sont rien : des fantômes au service de l'impérialisme. L'envoi de troupes britanniques en Irlande n'était pas fait pour protéger la population locale mais pour venir en aide aux dirigeants locaux en train de perdre tout contrôle de la situation ; peu de temps auparavant, c'est le gouvernement anglais qui avait insisté pour que soient utilisés les fameux « B spéciaux ». Les troupes britanniques ont aujourd'hui pour fonction d'aider la police et de maintenir le statu quo : quoi qu'en dise la presse, elles ont utilisé les gaz CS (em-

ployés au Vietnam en permanence et en France en Mai 68) contre les manifestants des droits civiques...

Il est clair que les habitants de Derry, sur les barricades, se battent pour leur vie : la répression et les « progroms » sont courants en Ulster, mais pour la première fois, les victimes se transforment en combattants : les « B specials », en voitures blindées, sillonnaient les quartiers catholiques, tirant au hasard, sur les ombres, sur les passants, dans les fenêtres...

Et si Wilson, est intervenu, c'est que la résistance des catholiques, aidés de la population du Sud met directement en danger le régime de Belfast : des communautés entières échappent totalement à l'influence du gouvernement et s'organisent sous le contrôle de comités de quartier, protégées par leurs barricades, informées par les radios insurrectionnelles. Face à cela l'impérialisme prend aujourd'hui la relève directe de ses valets protestants qui ont failli à leur tâche. Les masses catholiques en lutte auront à abattre leur propre classe dominante et à chasser les troupes anglaises ; le développement actuel des luttes permettra à l'avant-garde révolutionnaire irlandaise de se dégager : la division catholiques - protestants sera remplacée et dépassée par la lutte de la classe ouvrière contre ses exploiters.

Mais d'ores et déjà, la population de Derry et Belfast a montré que la lutte de guérilla urbaine est possible ; d'ores et déjà les combattants des ghettos ont fait reculer les criminels de la police d'Etat.

**AUTO-DETERMINATION POUR L'IRLANDE !
RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES BRITANNIQUES !
VIVE LA LUTTE DU PEUPLE IRLANDAIS CONTRE LA REPRESSION !
VIVE L'AUTO-DEFENSE DU PEUPLE IRLANDAIS !**

La lutte politique en Irlande doit dépasser les différenciations religieuses et les particularismes nationaux : si l'alternative offerte aux protestants du nord est l'intégration à la République du Sud, il est évident que cela représente la mort pour eux. La propagande socialiste doit s'écarter des revendications sectaires et développer l'idée d'une République irlandaise des travailleurs, indépendante et unifiée, et de la destruction des Etats religieux du Nord et du Sud.

la république irlandaise du sud (eire)

- Gouvernement à la solde du capital étranger (implantation économique)
- 100 millions de livres de déficit annuel pour 400 millions de chiffre total du commerce.
- L'Eglise catholique y a plus de pouvoir qu'aucun pays au monde, si ce n'est l'Espagne.
- « Criminal Justice Bill » : la plus dure des lois anti-syndicales de toute l'Europe.
- le Parti travailliste d'Irlande du Sud, beaucoup plus bavard qu'actif, est pourtant plus à gauche que le parti anglais de Wilson.

les organisations politiques en irlande du nord (ulster)

- le Parti unioniste (de Chichester Clark) au pouvoir représente les propriétaires terriens et l'implantation des capitaux étrangers. Londres accorde 100 millions de Livres par an au gouvernement.
- le Parti unioniste protestant est la branche politique de l'Eglise du pasteur Paisley. Les jeunes « paisleyites », à tendances fascistes nettement marquées, sont organisés en commandos de choc. Le recrutement se fait surtout parmi la petite bourgeoisie et le lumpen prolétariat, mais
- l'« Orange Order » est la force politique prépondérante parmi les protestants, omniprésent, omnipotent.

L'OPPOSITION

- le Parti nationaliste représente l'opposition catholique officielle, mais ne représentera bientôt plus que lui-même.
- le Parti travailliste d'Irlande du Nord et le Parti républicain, partis traditionnels séparés uniquement par la question de la partition du pays.
- le Parti républicain (dissout, le « Sinn Féin ») dont l'IRA est l'armée clandestine : plus un mythe unificateur pour les catholiques et un épouvantail pour les protestants, qu'une réelle force organisée.
- le mouvement pour les droits civiques, radical à la base, a su organiser la résistance contre les commandos protestants. Mais sa direction est petite bourgeoise et son slogan « un homme, un vote » pour le moins ambigu. Son aile la plus militante est le mouvement « People's Democracy » de l'Université de Belfast.

Population totale : 4.500.000.
Nord : 1.500.000. Sud : 3.000.000.
Emigrés en Angleterre : 1.000.000.
Catholiques :
25 % de la population du Nord.
95 % de la population du Sud.
25 % à Belfast.
67 % à Derry.

derry

85.000 habitants.
38.000 catholiques.
18.000 protestants.
19 % de chômeurs.
2.000 familles catholiques sans logement.

belfast

398.000 habitants.
Population active : 250.000.
12.500 chômeurs déclarés.
7.000 familles sans logement.
18.000 maisons impropres à l'habitation.
252.000 adultes dont 57.000 n'ont pas le droit de vote.

la répression au nord

R.U.C. (police du Nord)	3.124
Corps spéciaux	103
- B Specials - (protestants fanatiques)	10.342